

relations

juillet-août 1992 3,25\$ no 582

dans un monde
qui se refait...



9 770034 378000

08

Au moment d'aller sous presse, le canadien Maurice Strong n'a pas encore ouvert le Sommet de la terre, à Rio. Mais puisque notre collaborateur André Beauvert a aidé, par les nombreux articles qu'il a publiés dans nos pages depuis la parution du Rapport Brundtland, à mieux saisir les exigences techniques et démocratiques du « développement durable », nous sommes mieux préparés à comprendre les réclamations qui montent, nombreuses, en faveur d'une réconciliation entre le développement durable et une meilleure protection de l'environnement.

Il faudra plus qu'une série d'énoncés internationaux et de mesures politiques avant que ne s'opère cette difficile mais indispensable réconciliation. Il y faudra beaucoup plus qu'un peu de peinture verte sur les campagnes publicitaires et les emballages des produits que les compagnies nous offrent. Et un peu plus, même si elles sont nécessaires, que des installations qui favorisent la récupération et le recyclage.

Dans un monde qui se refait, à travers une réorganisation économique contraignante qui multiplie chez nous les exclus, il nous est demandé rien de moins que de nous ouvrir aux réclamations des pays moins nantis, voire de participer à leurs efforts d'assainissement industriel, sans quoi ils ne pourront satisfaire à la fois les normes du développement technologique, telles que définies par les pays développés, et les besoins humains de leurs populations.

Dans un monde qui se refait, les bonnes intentions ne font pas le changement ; il faut reconnaître la complexité du réel, la nécessité d'acquérir des compétences techniques et politiques, mais aussi une nouvelle éthique, comme nous y invite Philip Resnick, qui s'interroge sur les conditions d'un nouvel agenda pour la gauche. Un sursaut de conscience est demandé. Un surplus d'altérité aussi. Quelque chose qui ressemble à un courant chaud qui traverse tout à coup une mer froide, comme on en trouve parfois dans ces eaux où nous allons plonger pendant les jours d'été.

Bonnes lectures de vacances, pleines de courants chauds !

Gisèle Turcot

relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus.

DIRECTRICE
Gisèle Turcot

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION
Fernand Jutras

ASSISTANT À LA RÉDACTION
Dominique Boisvert

COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Jacques Boucher,
Joseph Giguère, Julien Harvey, Roger
Marcotte, François Morissette, Guy
Paiement, Jean-Paul Rouleau, Francine
Tardif

COLLABORATEURS

André Beauchamp, Michel Beaudin,
Alain Bissonnette, René Boudreault,
Jacques Chênevert, Marie-France Cyr,
Richard Dubois, Pierre-André Fournier,
Yves Lever, Annine Parent-Fortin, Vivian
Labrie

BUREAUX

25, rue Jarry ouest
Montréal H2P 1S6
tél.: (514) 387-2541

ABONNEMENTS
Hélène Desmarais

10 numéros (un an) : 22,00\$ (TPS incl.)
À l'étranger : 26,00\$
Abonnement de soutien : 50,00\$

Numéro d'enregistrement pour
fin de TPS : R119003952

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Points de repères* et dans le *Canadian Periodical Index*,
publication de Info Globe. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de *Relations* en s'adressant à *University
Microfilm*, Ann Arbor Michigan 48106, USA.
Envoi de publication - Enregistrement no 0143

face à l'actualité

Les États généraux de la coopération □
L'Église et l'Europe de l'Est □ Ces
migrations qui bouleversent le monde □
S'entendre avec les Anglicans ? □ Où
trouver l'espoir au Pérou? □ Les nou-
velles questions posées par la mort

LE MEILLEUR EST À VENIR

Réaffirmation des principes coopératifs historiques par la proclamation du manifeste du Conseil de la coopération du Québec, approbation d'un sommet sur l'éducation coopérative, accord sur la création d'un centre de maillage destiné à offrir des opportunités d'affaires aux coopératives, oui à la création de fonds régionaux de développement coopératif, consensus sur l'établissement de structures de concertation coopérative dans les régions, prise de position pour un type de développement générant des emplois durables et intégrant la récupération et le recyclage, etc., voilà en substance les principales conclusions auxquelles sont parvenus les États généraux de la coopération, tenus à St-Hyacinthe au cours de la première fin de semaine de mai, avec la participation de 1200 personnes venant de toutes les branches de la coopération.

Pour l'ensemble des participants, ces conclusions n'avaient apparemment rien d'estomaquant. Le rendez-vous de St-Hyacinthe bouclait la boucle d'un vaste processus de débat dans tout le mouvement coopératif québécois, qui avait démarré en 1990 et culminé dans une série de rencontres régionales. Il s'agissait, dans beaucoup de cas, de centraliser et de formaliser des consensus précédemment établis.

Dans la conjoncture actuelle du Québec, ces assises exhalaient toutefois un certain parfum de veillée d'armes, avec les

nuances confondues d'espoir et d'inquiétude que suggère une telle évocation. Il y avait là, professant sa foi coopérative, un impressionnant échantillon du Québec « tricoté serré ». Et du beau monde. Des cultivateurs à la peau rude et au verbe astucieux, des administrateurs de caisses populaires à la fierté tranquille des élites locales, des jeunes femmes aux allures cégépiennes et à la parole organisée comme on en trouve encore dans les organes de direction des coops d'habitation, de vrais étudiants aussi, gérants de magasins coopératifs d'articles scolaires comme on pense que ça n'existe plus, quelques représentants des coopératives de travailleurs, gonflés d'adrénaline par le défi de faire valoir leur secteur malgré sa faiblesse numérique, et enfin tout un tissu conjonctif de fonctionnaires des différents appareils coopératifs, gestionnaires d'entreprises, professionnels et conseillers de toutes sortes et de tous genres, depuis le style analyste – financier – imperturbable jusqu'au style organisateur – communautaire – débonnaire, etc. Quelques syndicalistes, universitaires et fonctionnaires évoluaient aussi parmi cette assistance, l'air parfaitement en harmonie avec leur désignation officielle de partenaires. Ghyslain Dufour était là également, presque attendrissant sous son pelage de coopérateur d'un jour. Enfin l'apôtre libéral du développement québécois, Gérald Tremblay, est venu lui-même signifier que le

temps pressait, avec un sermon enflammé sur les vertus de la concertation et de l'action.

Ce gros happening de ferveur coopérative n'était cependant pas exempt d'un certain volontarisme. Une espèce de conspiration de gentillesse flottait dans l'atmosphère. Pas d'opposition systématique, pas de remise en question bouleversante. Comme si tous avaient senti qu'il ne fallait pas ternir la lumière de cette affirmation de foi collective. Ceux et celles qui avaient des doutes existentiels un peu complexes sont probablement demeurés avec leur inquiétude. Même le refus véhément du syndicaliste coopérateur Jacques Proulx de signer le manifeste du CCQ, en pointant la contradiction idéologique représentée par les holdings coopératifs, est tombé comme un caillou dans un environnement sans écho.

La question fondamentale au coeur de cette historique démarche était la suivante : la formule et les valeurs coopératives représentent-elles encore une solution adéquate, progressive et applicable aux besoins économiques et sociaux des gens de cette fin de XXe siècle ? Les États généraux, par le manifeste du CCQ, ont répondu d'emblée « oui » à cette interrogation. Cependant, on ne peut pas dire que le débat sur les valeurs et principes coopératifs a vraiment eu lieu. Par exemple,

au-delà des problèmes techniques de participation dans les assemblées générales, un thème coopératif majeur et englobant comme celui de la démocratie n'a pas été abordé ; à la suite de la dénonciation de Jacques Proulx, on devine un peu pourquoi on n'a pas voulu soulever ce couvercle. Il faut déplorer du même souffle que d'autres questions, de nature stratégique et par conséquent déterminantes pour le développement coopératif, comme celle des secteurs à privilégier, de l'organisation des coopératives de travailleurs dans les quartiers pauvres des grandes villes, de la diffusion de la formule coopérative parmi les minorités ethniques, etc., aient été également absentes de l'agenda des discussions.

Malgré les quelques réticences qui précèdent, le Conseil de la coopération n'en mérite pas moins d'être chaudement félicité pour avoir pris l'initiative d'organiser les États généraux, jetant ainsi démocratiquement les premiers éléments d'une dynamique dont le plus riche est probablement à venir. Le sommet sur l'éducation coopérative, entre autres, de par sa nature même, deviendra sans doute le lieu du débat attendu sur les valeurs et les principes coopératifs. ■

Joseph Giguère

L'ENSEIGNEMENT SOCIAL DE L'ÉGLISE

Personne ne doute plus que l'Église ait joué un rôle dans la chute du communisme en Europe centrale, rôle qui a varié d'un pays à l'autre. Offrir « un espace de non-conformité », intimement lié aux valeurs et au droit à la liberté religieuse, c'est sans doute la meilleure façon de décrire ce qu'a été ce rôle. Un rôle bien réel certes, mais qui ne doit pas être exagéré, ni réduit à une alliance entre un pape polonais et le chef de la Maison blanche. Car si cette « non-conformité » a connu des sommets, avec le rassemblement de milliers de personnes, elle se limitait le plus souvent à quelques responsables et à une minorité de croyants plus convaincus.

Dans le cadre d'une tournée d'étude en Europe de l'Est¹, j'ai identifié six facteurs principaux qui, à mon avis, ont influencé le renversement du communisme en Europe centrale : 1) l'échec de l'économie planifiée communiste, avec comme conséquence, 2) l'érosion et la division des partis communistes qui perdaient peu à peu la volonté de continuer à gouverner des peuples perpétuellement insatisfaits ; 3) l'arrivée de M. Gorbatchev, avec son programme de *glasnost* et de *perestroïka* ; 4) le processus d'Helsinki sur les droits humains ; 5) l'élection du pape Jean-Paul II et 6) l'influence de la « non-conformité » dans les Églises locales.

Ce rôle de « non-conformité » des Églises locales repose lui-même sur au moins cinq facteurs : l'évolution des droits humains ; une approche non violente ; la persévérance malgré la répression ; des modèles de leadership ecclésiaux particuliers ; et les influences nationales et ethniques².

Je ne prétends pas ici mesurer l'importance respective de chacun de ces facteurs, mais je suis convaincu que la « révolution » qui s'est produite aurait été substantiellement différente sans l'influence parallèle et complémentaire du processus d'Helsinki sur les droits humains et du rôle non violent des Églises offrant cet « espace de non-conformité ».

Au-delà de cette influence réelle de « l'enseignement social » des Églises sur l'évolution récente en Europe de l'Est,

il est plus utile de noter la leçon que Jean-Paul II en tire pour le reste de la planète : pour lui, la chute du communisme constitue la preuve que la lutte des classes n'est pas un moyen valide, ni efficace ni nécessaire, pour atteindre la justice sociale ; et que depuis cent ans, c'est l'enseignement social catholique qui a indiqué la bonne direction. Dans son esprit, les événements à l'Est sont pour le monde la preuve que « les problèmes complexes des peuples peuvent être résolus par le dialogue et la solidarité plutôt que par la lutte pour détruire l'adversaire ou par la guerre » (*Centesimus Annus*, n.22), et ce, même en vue d'opérer des transformations structurelles ou systémiques.

Dans l'enseignement social catholique, il y a place pour les protestations, les confrontations et les conflits, mais ni pour la haine, ni la violence. Jean-Paul II voit maintenant comment un mouvement solidaire et pluraliste, avec une large base d'appui – parmi les groupes ou les nations, les travailleurs ou les pauvres – peut devenir l'agent principal d'un changement structurel. La transformation non violente à partir de la base – une possibilité longtemps mise en doute par les responsables d'Églises, et plus récemment par les experts et les politiciens occidentaux au sujet de l'Europe centrale – est maintenant devenue la solution préférée de Jean-Paul II. Et il reproche aux Nations unies de ne pas se donner les structures nécessaires pour favoriser cette forme de changement et devenir ainsi un instrument

1. Le présent texte est une version abrégée et traduite par *Relations de la conclusion d'une conférence intitulée « Has Catholic Social Teaching had Significant Influence ? Reflections on a Century-Old Tradition »*, donnée à l'Université Saint-Paul d'Ottawa, le 12 novembre 1991 et publiée dans *Église et théologie*, vol. 23, no 1, 1992, p. 13-30.
2. NDLR : Dans son texte original, l'auteur examinait ensuite chacun de ces facteurs.

plus efficace de justice sociale et de paix dans le monde.

Les plus récentes formulations de l'enseignement social de l'Église fournissent, non pas une solution particulière ou une sorte de « troisième voie » entre le capitalisme et le communisme, mais bien une « série de principes pour la réflexion, de critères pour le jugement et d'orientations pour l'action », grâce auxquels les chrétiens cherchent à révéler « le sens spirituel de l'histoire » (*Sollicitudo Rei Socialis*, nos 41-42). C'est vraiment là une expérience de « lecture des signes des temps », où les chrétiens peuvent s'appuyer sur les valeurs durables de l'Écriture et de la tradition, mais qui comporte aussi une part importante d'analyse historique contingente et de jugements prudents pour lesquels l'Église ne prétend à aucune certitude.

Pour moi, cet enseignement social fait maintenant face à deux défis majeurs : d'abord quitter encore bien davantage sa mentalité européenne, se mettre à l'écoute des Églises locales et spécialement du laïcat, et surtout être plus conséquent avec son option préférentielle pour les pauvres, en permettant à

ceux-ci de participer pleinement à l'évolution de cet enseignement. Les pauvres ne sont-ils pas les premiers agents des changements à faire dans les situations d'injustice qu'ils subissent ?

Mais plus important encore, il faut trouver comment convaincre l'Église tout entière que cet enseignement social est une dimension *essentielle* de la foi chrétienne. Car, quand la majorité des catholiques le mettront vraiment en pratique dans leur vie quotidienne, non seulement personne ne s'interrogera-t-il plus sur l'influence de cet enseignement social tant dans la vie de l'Église que de la Cité, mais l'Église, comme signe, sera devenue transparente en pratiquant enfin ce qu'elle prêche en matière d'option pour les pauvres. ■

William F. Ryan

Centre d'éthique et politique, Ottawa

LES FRONTIÈRES

Plus de 5,4 milliards de personnes sur notre planète Terre en 1992. L'inégalité entre riches et pauvres s'accroît sans cesse : le revenu moyen des habitants des cinq pays les plus riches était, en 1980, 113 fois plus élevé que celui des cinq pays les plus pauvres ; en 1987, cet écart de revenu était passé à 122 ! Plus que jamais, l'information est planétaire : la guerre du Golfe s'est vécue, partout, à l'heure de CNN. Les distances sont abolies : on voyage, facilement, dans tous les coins du globe. À l'heure du libre-échange, tout circule de plus en plus librement : capitaux, produits, entreprises elles-mêmes, mais aussi idées, modes et donc désirs ; sur tous les continents, on mange des Big Mac et on regarde *Dallas* ou *Dynastie*.

Qu'ont en commun tous ces faits ? Que les humains

n'échappent pas à la règle et qu'ils circulent, eux aussi, de plus en plus. Que cela fasse notre affaire ou non !

Leur nombre est considérable : quinze, trente, soixante millions de personnes sont actuellement « en transit », déplacées par la persécution, les catastrophes naturelles, la guerre, la famine, mais aussi, parfois, par la seule ambition d'améliorer leur sort. On appelle certains, réfugiés – politiques ou économiques, la distinction devient de plus en plus ténue – d'autres, travailleurs étrangers ou immigrants illégaux. Mais peu importe la catégorie, ils sont de plus en plus nombreux à quitter leur « chez-soi » : exode rural vers les centres urbains, et toutes les formes de migrations, interprovinciales comme internationales.

Les pays plus prospères, ceux du Nord, comme nous, pensent avoir trouvé une solution : LES FRONTIÈRES¹. On change les lois de l'immigration, on impose des visas, on resserre les contrôles. Aux États-Unis, à la frontière avec le Mexique, on va jusqu'à installer d'interminables clôtures barbelées qu'on patrouille, la nuit, en hélicoptères, aux rayons infrarouges ! Rien n'y fait : partout, c'est par milliers, par dizaines de milliers qu'on passe les frontières, chaque jour, chaque semaine ; les personnes arrêtées et refoulées revenant sans cesse, plus nombreuses...

Les frontières ne sont donc *pas* la solution. De moins en moins d'ailleurs. Au plan politique, les récents événements en Europe de l'Est, mais aussi ailleurs, montrent à quel point il s'agit d'une division artificielle et potentiellement explosive. Au plan économique, les nouvelles règles du jeu rendent les frontières de plus en plus poreuses. Et au plan légal, aucune loi, aussi restrictive soit-elle, ne parvient efficacement à endiguer le flot de nouveaux arrivants indésirés².

Alors que faire ? À mon avis, nous préparer à de « nouvelles invasions barbares³ », comme au tournant du Moyen-Âge. Nous aurons six milliards d'habitants en l'an 2000 (une augmentation, en huit ans, de presque toute la population actuelle du continent africain !), dont 60 % vivront en Asie et près de 40 %, seulement en Chine et en Inde ; pendant ce temps, la misère matérielle reste encore le lot quotidien d'une grande partie de ce tiers monde surpeuplé⁴ ; mais presque partout sur le globe, on sait

1. La revue américaine *The Atlantic*, dans ses numéros de mai et juin 1992, publie un long dossier sur ce sérieux problème à la fois politique, social et économique que constitue la frontière américano-mexicaine.
2. Le resserrement de la loi canadienne de l'immigration à l'égard des revendicateurs du statut de réfugiés, par exemple, en 1988, n'a pas donné les résultats escomptés : après une baisse temporaire des arrivées, leur nombre est redevenu sensiblement le même qu'auparavant. La même chose s'est produite aux États-Unis, après l'adoption du *Immigration Reform and Control Act*, en 1986, de même que dans la plupart des pays occidentaux.
3. Le terme ne se réfère qu'au phénomène historique ainsi nommé : il n'a pour moi aucune connotation péjorative. Une partie importante de ce qui est aujourd'hui notre héritage nous vient de ces migrations désordonnées de peuples qu'on appelait « barbares ». Il est fort probable que les « invasions » aujourd'hui redoutées, en provenance d'Asie surtout, mais aussi d'Afrique et d'Amérique latine, auront contribué pour beaucoup, dans quelques siècles, à ce que l'Occident sera devenu.
4. *Le Courrier de l'UNESCO* a consacré, en janvier 1992, son dossier à « l'enjeu démographique ».

désormais que cette situation n'est ni une fatalité, ni le lot de tous les humains. Les mal nantis peuvent désormais rêver, désirer... et agir pour que leur futur soit meilleur, ou au moins celui de leurs enfants !

Tant que la disparité démographique et économique sera telle entre le Nord et le Sud, aucune frontière ne réussira à tenir le coup. Les questions nationales demeurent, plus que jamais, à l'ordre du jour, tout comme les problèmes d'identité culturelle, religieuse et linguistique. Dans ce monde qui se refait, les grands brassages de populations qui s'annoncent, et qui sont déjà commencés⁵, vont nous obliger à revoir, de fond en

comble, le sens que pourront encore avoir les frontières... ■

Dominique Boisvert

5. Le 18 décembre 1990, l'ONU adoptait une Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille. Dans le but de hâter la ratification de cette Convention par un nombre suffisant de pays pour qu'elle puisse entrer en vigueur, le Conseil oecuménique des Églises a publié un numéro spécial du bulletin *Migrations*.

LA DIFFICILE UNITÉ

C'est en décembre 1991 que le Vatican a répondu officiellement au Rapport final de la première Commission internationale anglicano-catholique romaine (mieux connue par son sigle ARCIC), rapport publié, après douze années de travail, en mars 1982 ! Ce rapport, qui portait sur trois thèmes centraux pour les Églises (l'Eucharistie, les ministères et l'autorité), avait manifesté, malgré des désaccords sur l'autorité, une vision commune étonnante entre Catholiques et Anglicans. Les accords sur la dimension sacrificielle de l'Eucharistie étaient remarquables, tout comme ceux sur la présence réelle du Christ dans l'Eucharistie, sur la nature du ministère ordonné ou du sacerdoce et sur la nécessité d'un service papal de l'unité dans l'Église chrétienne.

La réponse du Vatican, neuf ans après la publication du rapport, a été reçue avec déception par la Commission. Bien que le Vatican exprime un grand respect pour les membres de la Commission et salue le résultat de leur travail comme un pas de plus vers l'unité des chrétiens, il se montre toutefois très critique en affirmant que certains des accords en restent aux mots. Selon Rome, certains consensus pourraient être interprétés de manières qui diffèrent de la doctrine catholique.

Comment les membres catholiques d'ARCIC, qui sont tous des théologiens, ont-ils pu se satisfaire de formulations que le Vatican trouve maintenant inacceptables ? D'où vient cette différence de compréhension ? C'est que le texte d'ARCIC a été écrit pour être lu dans une sorte de famille spirituelle, une com-

munauté d'amour. On a pris les mots dans le langage de notre tradition commune, des mots dont la richesse et la multiplicité de sens l'emportent sur la précision. C'est d'ailleurs ainsi que fut écrit le Credo apostolique. Puisque dans une communauté d'amour, qui rassemble des gens de différentes cultures, on doit respecter la diversité des traditions linguistiques, les mots utilisés dans les déclarations communes doivent nécessairement avoir une certaine ampleur.

Au contraire, le Vatican écrit ses textes pour une communauté définie par la loi. On y préfère un langage professionnel et spécialisé. Les mots doivent être aussi clairs et précis que l'est la loi, distinguant ce qui est permis de ce qui ne l'est pas. Le Vatican voudrait qu'on utilise le langage scolastique du Concile de Trente pour formuler les accords sur le sens de l'Évangile.

Les membres catholiques d'ARCIC, eux, ont cherché à formuler leur foi dans des termes qui transcendent la scolastique. Ils s'appuyaient sur le Concile Vatican II (*Gaudium et Spes*, no 44) pour qui « la loi de toute évangélisation » est la tâche permanente de faire connaître la foi chrétienne aux divers peuples en utilisant des concepts et un vocabulaire qui proviennent de leur propre culture. L'avenir du dialogue inter-Églises dépendra, pour une bonne part, de la fidélité que l'Église catholique choisira d'avoir à l'égard des intuitions de Vatican II. ■

Gregory Baum

LE PÉROU : DU DEVOIR D'INGÉRENCE HUMANITAIRE

au Pérou, la suspension de la Constitution et la dissolution des Chambres décrétées le 5 avril dernier par le président Fujimori s'inscrivent dans une détérioration grave de la situation. Quelques mois avant ce coup d'État, les groupes de base qui maintiennent l'organisation populaire au milieu de la crise étaient devenus la cible stratégique du Sentier Lumineux (SL) ; d'où les attentats de plus en plus fréquents contre les dirigeants, les cuisines collectives, les associations, les coopérants étrangers et les milieux chrétiens progressistes.

L'assassinat, en février, de Maria Elena Moyano, mairesse adjointe de Villa El Salvador, a alors déclenché un tollé international qui remettrait en cause certaines perceptions superficielles des faits.

Dans une note présentée à la Commission des droits humains de l'ONU, le 20 février, la Communauté européenne condamnait énergiquement les atrocités commises par les organisations terroristes comme SL et exigeait du gouvernement

une protection plus efficace des droits humains à travers le pays. Ici, à Montréal, une coalition d'une soixantaine de groupes publiait un communiqué de solidarité avec les organisations populaires péruviennes et faisait circuler une pétition dans le même sens. Les signataires y dénonçaient le terrorisme de SL, demandaient au gouvernement Fujimori un plan intégral de pacification et réclamaient du Canada une position ferme auprès des instances internationales afin de rappeler au Pérou ses responsabilités en matière de droits humains. D'ailleurs, le rapport 1991 du Comité Inter-Églises sur les droits humains au Pérou, avait recommandé « un accroissement de la solidarité internationale avec le peuple péruvien, afin que la situation péruvienne soit débattue dans les rencontres internationales ».

Cette ingérence morale en faveur des droits humains doit vraiment être entendue comme une forme de solidarité et non comme un opportunisme néo-colonial et encore moins comme un chantage militaire. L'an dernier, le gouvernement Fujimori est devenu inquiet quand sont apparus une série de rapports, tous très négatifs, de la Commission interaméricaine des droits humains de l'OEA, du Conseil mondial des Églises, d'Amnistie internationale, de Americas Watch, du Ministère de la coopération allemande et du Département d'État américain lui-même. Le fait qu'une « pratique persistante de violations des droits »

pouvait entraîner des sanctions sur le plan de la coopération internationale, a amené le gouvernement à prendre quelques engagements, du moins en parole. C'est dire que l'opinion publique internationale peut encore avoir un poids décisif pour dénoncer le terrorisme, autant comme pratique soi-disant révolutionnaire que comme forme de répression. La suspension des droits politiques par le coup d'État et la restriction des droits économiques par des ajustements extrêmes dus à la dette, nous interpellent de la même façon.

Plus près de nous, tout le monde n'est sans doute pas d'accord avec le fait que le Sentier Lumineux opère à Montréal — où il vient de prédire « le nombre des victimes pour cette étape actuelle de la guerre à un million de personnes » (sic). Nous devons certes rester une terre d'accueil libre et tolérante, mais la solidarité exige parfois plus qu'une neutralité commode ou une option simpliste en faveur des bons contre les méchants. Dans une telle conjoncture, il faut parler d'ingérence humanitaire, autant quand il s'agit de dette externe injuste que de droits humains bafoués. ■

François Faucher

pour Urgence-Pérou, en appui au mouvement populaire

LA MORT « REVISITÉE »

au Cégep Maisonneuve, le 2 mai, se tenait un symposium intitulé : « Euthanasie, aide au suicide et interruption de traitement ; quand la loi s'emmêle ». Titre un peu trompeur, car si la loi paraissait quelque peu « emmêlée », les juristes appelés à intervenir ont peut-être mieux démêlé l'écheveau que certains autres intervenants. Ils ont avant tout fait valoir l'effort de clarification que constitue le Rapport de la Commission de réforme du droit en ces matières¹. En particulier, ils ont souligné le fait que le consensus recherché par la majorité exige un débat public sur les vraies conséquences de l'euthanasie active. Sommes-nous prêts à assumer cela ? En outre, la modification d'une loi criminelle est un acte complexe et important : autre raison pour rechercher le débat et pousser plus loin la réflexion. C'est là que réside, selon David Roy qui a conclu ainsi la journée, le véritable profit de ces rencontres.

Deux panels se sont également partagé les demi-journées. Le premier, souvent dominé par des questions juridiques, était axé sur la volonté du patient dont l'importance ne cesse de croître, tant dans le droit et la jurisprudence que dans la pratique médicale. Le nouveau Code civil apporte ici une précision notable : la personne doit consentir à tout acte médical. Ceci ne crée pas de droit nouveau mais prévient une interprétation non conforme à la volonté du législateur. Une autre amélioration à notre droit consiste dans le mandat en cas d'incapacité : la majorité croit désormais que toute décision médicale, dans ce

cas, doit faire l'objet d'un consensus avec les proches du patient, les politiques de l'hôpital, etc. Il reste cependant qu'une réflexion s'impose sur la notion même d'incapacité. Ici, la volonté de refuser certains soins donnés par le médecin doit tenir compte, par exemple, du testament biologique.

On a également émis d'excellentes remarques concernant le traitement inutile. Ce n'est pas le seul aspect légal qui doit prévaloir en cette matière ; il convient plutôt de considérer cet aspect dans son contexte moral et psycho-social. Les coûts très élevés et l'effet de la maladie sur la famille du patient devront également être pris en compte. En somme, l'utilité ou l'inutilité d'un traitement relèvent d'une finalité plus haute que la science ou l'intérêt immédiat des individus.

Le panel de l'après-midi abordait les questions de l'aide au suicide et de l'euthanasie. On a fait valoir à cet égard le modèle hollandais, très permissif. Les questions légales, qui avaient dominé l'avant-midi, ont reparu dans les discussions avec la salle. Il faut noter que même si le suicide lui-même est décriminalisé, l'aide au suicide ne l'est pas et, selon la juriste intervenant dans le débat, elle doit le rester, car la loi parle en général. Sur ce terrain, un glissement éthique est facile et toujours à redouter. Quant à l'euthanasie passive ou active, la Commission de réforme du droit a recommandé de conserver la loi actuelle dans sa substance en en corrigeant seulement les ambiguïtés, les cas spéciaux demeurant à la discrétion du juge. De toute manière, a-t-on fait remarquer, l'euthanasie active n'est pas la vraie réponse au problème de la souffrance ; les soins palliatifs et la pharmacopée y contribuent déjà efficacement. ■

Jean-Marc Dufort

1. On y a d'ailleurs déploré, à bon droit, l'abolition récente de cet organisme, victime des coupures budgétaires du gouvernement fédéral.

en bref

Les rencontres internationales valent souvent plus pour le travail et la mobilisation préparatoires que pour les résultats de la conférence elle-même. Ainsi en est-il du **Sommet de la Terre**, tenu à Rio de Janeiro du 1 au 12 juin dernier. Dans tous les milieux (par exemple, chez les ONG québécoises de coopération internationale, regroupées dans l'AQOCI) comme dans tous les pays (par exemple, le Congrès mondial des femmes pour une planète en santé, à Miami, en novembre 91), on a discuté des objectifs et des priorités à se donner à l'aube du XXI^e siècle. Mais au coeur de ces débats sur l'environnement, on retrouve inévitablement le terrible clivage entre le Nord et le Sud. Et le magazine *The New Internationalist* d'avril 92 a justement voulu donner la parole, sur cette question, aux gens du Sud : « Green Justice, the South Speaks Out » ; un dossier à lire.

Malgré l'adoption d'une Convention internationale sur les droits de l'enfant, ceux-ci demeurent bafoués à une grande échelle. Mais peut-être à cause de cette Convention, ces abus passent de moins en moins inaperçus. Au Brésil, ils sont 45 millions (presque deux fois le Canada !) d'enfants à la rue et les assassinats d'enfants ont augmenté de 75 % de 1988 à 1991 (4611 enfants tués dans les seules villes de Sao Paulo, Rio et Recife), selon les rapports mêmes de la police fédérale. Mais la situation **des enfants en Amérique latine** est partout très difficile. De nombreux efforts sont faits pour changer cela, dont la création récente du *Mouvement contre la violence aux enfants d'Amérique latine*, 3143 av. Appleton, Montréal H3S 1L6 ; tél. : 344-4616.

Quel que soit l'avenir du Québec, sa politique des communications sera capitale. Car pour l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA), les médias sont **au coeur d'un projet culturel et démocratique**. Avec l'appui de 22 organismes du milieu, l'ICÉA vient de publier *Éléments d'une politique québécoise des communications*, un dossier de 75 pages qui est le fruit d'un an de consultations et de réflexion. Insistant sur la notion de « service public », tant pour la presse écrite que pour les médias électroniques, l'ICÉA demande la création d'un organisme autonome du CRTC, le financement adéquat d'une radiotélévision publique québécoise et des mécanismes pour une participation plus grande du public à l'élaboration et à l'application de cette politique des communications. (ICÉA, 5225 Berri, bureau 300, Montréal H2J 2S4 ; tél. : 948-2044)

C'est sous le thème « Mais qu'est-ce qui nous fait courir... aussi loin... aussi longtemps ? » que se tenait, le 6 juin, le sixième **Symposium des laïques en mission**. Eh oui ! Il y a encore, en 1992, des dizaines d'hommes et de femmes qui ont le désir d'aller, aux quatre coins de la planète, se faire proches de leurs frères et de leurs soeurs au nom de Jésus-Christ. Mais que veut dire la « mission » en cette fin de millénaire ? C'est entre autres ce à quoi s'intéresse le *Programme de formation missionnaire*, organisé par l'Entraide missionnaire, et qui fêtait, en mars dernier, avec ses 407 participants dont 125 sont encore à l'étranger, son dixième anniversaire.

Dans ces interminables débats constitutionnels, le Conseil canadien de développement social (CCDS) insiste pour que **les droits économiques et sociaux** soient enchâssés dans la Constitution. Pour le CCDS, cette garantie permettrait aux Canadiens de confirmer, de façon durable, certaines valeurs fondamentales qui distinguent la société canadienne. Le mémoire du CCDS est présenté dans le numéro automne-hiver 1992 de son magazine *Perception*, dont le dossier est consacré à un « Regard sur les peuples autochtones » (CCDS, 1074 Berri, Montréal H2L 4X2 ; tél. : 288-1687).

À signaler : la nouvelle publication de Internet (le Réseau international de documentation sur les droits humains), *Tribune des droits humains*, publiée quatre fois par année, destinée aux militants pour les droits humains ici et à l'étranger, et qui vise à informer, mais aussi à susciter des débats sur les divers aspects de la pratique des droits humains. *Le défi du développement démocratique, comment entretenir la démocratisation dans les sociétés en développement*, de Gerald Schmitz et David Gillies, publié par l'Institut Nord-Sud et qui étudie les conditions pour que la démocratie réelle s'approfondisse, une fois passée l'étape de la démocratie formelle électorale. La série de 10 Rapports annuels sur l'état des droits humains pour 1991 dans l'ensemble de l'Amérique latine et dans huit pays en particulier (Chili, Colombie, Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua et Pérou), préparé avec beaucoup de soin par le Comité inter-Églises des droits humains en Amérique latine qui, depuis peu, se donne la peine de rendre ses rapports accessibles en français. La nouvelle section canadienne de *Pax Christi* a maintenant son conseil d'administration, son Bulletin et une nouvelle adresse : 49, Wellington St. East, 4th floor, Toronto M5E 1C9.

DOSSIER

dans un monde qui se refait...



Canapresse

Au cœur d'une société en profonde transformation, l'écrivain-président de Tchécoslovaquie, Vaclav Havel, affirme qu'il faut réconcilier la politique et la morale: « Nous ne pourrons construire un État de droit et un État démocratique si nous ne construisons pas simultanément un État *humain, moral, spirituel* et *culturel*. »

HUMANISER LE MONDE

par Francine Tardif¹

des interrogations. Des idées. Des lectures. Voilà ce que *Relations* voudrait offrir à ses lectrices et à ses lecteurs à l'occasion des vacances d'été. En effet, c'est en été que le temps semble le mieux s'étirer, se faisant peut-être même plus favorable à la réflexion qu'à l'action.

Ce moment annuel de pause est le bienvenu, car la réflexion demeure ce luxe essentiel qui nourrit les engagements, les oriente et les inspire. Pour analyser et comprendre le monde, on ne peut négliger que « les faits restent dépendants d'un ensemble de catégories, de représentations qui en permettent l'intelligibilité »². On ne peut oublier non plus que certaines idées, certaines théories, certains concepts, aussi abstraits soient-ils, en viennent à exister de manière autonome et à se transformer en actions, elles-mêmes reproductrices ou transformatrices du social.

Mobilisés par les urgences concrètes, sollicités par les tourbillons quotidiens, étourdis par l'ampleur et la rapidité des changements, désorientés par les apparences d'éclatement, nous négligeons parfois la force, réelle et concrète, des idées. Modestement, ce dossier voudrait contribuer à la rappeler.

Les articles qui suivent portent à la fois sur des thèmes différents et des préoccupations semblables. De factures et d'horizons divers, ils éclairent quelques-unes des idées qui dominent actuellement notre monde. Attentifs surtout aux menaces portées par les idées dominantes, ils sont tous les trois animés d'un même souci de protéger, et de poursuivre, l'humanisation du monde. Répondant à la consigne donnée, les auteurs proposent également de nombreuses références qui constituent autant d'invitations à s'aventurer plus avant dans les champs explorés ici (et trop souvent inexplorés par ailleurs).

La réflexion de Marc Maesschalck, qui méritera peut-être une seconde lec-

ture, embrasse le champ très vaste où se déploie actuellement la pensée néolibérale. En insistant sur la valeur intrinsèque du travail, en s'opposant à la séparation entre l'individu-citoyen et l'acteur social, en dénonçant le rêve éveillé technoscientifique, Maesschalck invite bien à réhumaniser le monde. Réhumaniser le monde, c'est-à-dire retrouver le « monde vécu », avec ses ambiguïtés, ses contradictions et ses conflits certes,

Mobilisés par les urgences concrètes, sollicités par les tourbillons quotidiens..., nous négligeons parfois la force, réelle et concrète, des idées.

mais avec aussi ses solidarités et ses « convictions simples » partagées. Par-delà la logique communicationnelle, les faux consensus qu'elle suppose et la fausse mondialisation qu'elle promeut, Maesschalck en appelle au témoignage vrai, devant un « autre » réel et vivant, qu'il ne s'agit plus de fabriquer mais de reconnaître.

De manière un peu parallèle, Jean-Claude Ravet s'oppose aussi à « l'instrumentalisation » de l'humain. Ramenant à la mémoire (qui ne demande qu'à l'oublier...) la terrible leçon des camps de concentration nazis, il en montre la brûlante actualité, il redit l'absolue nécessité d'assumer la responsabilité de nos actes, mêmes ceux qui semblent les plus quotidiens et les plus banals. Quand, à la suite de Todorov, il nous rappelle combien la « banalité du mal » peut côtoyer celle, tout aussi réelle, du bien, quand, à

partir de Milgram, il critique l'obéissance inconditionnelle à l'autorité, Ravet nous incite, de fait, à contrer le règne actuel des technocraties gestionnaires à partir de l'affirmation d'une conscience responsable. Il nous mène ainsi jusqu'à une éthique de la non-violence, un « mode d'être au monde et à soi-même qui rende compte en toute transparence de la modalité spécifiquement humaine d'existence ».

Francine Tardif appelle également à la vigilance. S'arrêtant à certains discours environnementalistes, elle s'efforce de déloger la logique de déshumanisation qui les sous-tend. Dénonçant la logique de système qui transforme les personnes humaines en « ressources humaines » à gérer, à contrôler, à discipliner, elle illustre, de manière indirecte, l'importance d'une participation éclairée aux essentiels débats autour des enjeux environnementaux enfin démythifiés. La série de questions qui conclut son texte illustre à la fois la complexité et la nécessité des débats.

Les trois textes restent ouverts. Orientés par un même souci de la personne et des collectivités humaines, ils sont également traversés d'interrogations. Même si ces termes paraissent galvaudés par les temps qui courent, nous aimons à penser qu'ils laissent transparaître un même désir d'une éthique pour notre époque et qu'on peut y discerner aussi, au détour d'une phrase ou l'autre, quelques traits de cette nouvelle utopie dont nous aurions aussi grand besoin. ■

1. Membre du comité de rédaction de *Relations*, Francine Tardif poursuit des études au doctorat en sociologie, à l'UQAM.
2. Havelange, Véronique, « Introduction » à la section « Complexité, psyché, société » in Soulié Fogelman, Françoise (dir.), *Les théories de la complexité – autour de l'oeuvre d'Henri Atlan* (Colloque de Cérisy), Paris, Seuil, 1991, p. 260.

LE RÊVE ÉVEILLÉ

par Marc Maesschalck¹



Jean F. Leblanc/STOCK

Avec une certaine ironie, Marc Maesschalck dénonce ici les accointances de plus en plus fréquentes entre éthique et néo-libéralisme. Refusant, quant à lui, les rêves éveillés technoscientifiques, il invite à retrouver le sens véritable du travail et du politique, des enracinements et des engagements communautaires et à développer ainsi une spiritualité nouvelle et une créativité éthique polyphonique.

avec sa verve coutumière, G. Lipovetsky vient de nous livrer ses réflexions sur *Les noces de l'éthique et du business*². La mode est à l'éthique dans le monde des affaires et les valeurs sont devenues, dans les entreprises, des produits de première nécessité. Pour comprendre cette fièvre éthique, il faut sans doute se risquer, comme A. Etchégoyen³, à une distinction entre

l'éthique et la morale. Désormais, l'éthique fournirait des valeurs opérationnelles, des guides de comportement dans le milieu de travail et dans les relations commerciales, tandis que la morale resterait attachée à la vie privée et nourrirait les convictions profondes des personnes, leurs critères ultimes, ceux qui, au moment opportun, déterminent leurs choix de vie. Mais au quotidien, c'est l'éthique qui règne en maître, avec ses préceptes pour l'action, ses mots d'ordre provisoires et révocables, capables de former la cohésion d'un groupe et de stimuler la productivité.

Serait-on devant une nouvelle séparation entre la responsabilité et la conviction, séparation telle qu'elle diviserait la vie en des espaces quasi indépendants, celui des activités sociales et celui de la vie privée ? D'un côté se trouveraient les impératifs de la vie collective avec ses normes et ses procédures de régulation ;

de l'autre, le quant-à-soi des acteurs, leur pouvoir de retrait, de distanciation, pour évaluer leurs itinéraires et peut-être corriger leurs trajectoires.

Une société sans peine

La vision néo-libérale de la justice sociale pourrait appuyer une telle division dans les sociétés occidentales. Par exemple, l'idée formulée notamment par Ph. van Parijs d'une allocation universelle⁴, qui assurerait chacun d'un revenu forfaitaire pour vivre, indépendamment de ses activités professionnelles, de son âge et de son sexe, tend à entériner la séparation entre l'individu-citoyen et l'acteur social, tout en satisfaisant les critères de justice élaborés par J. Rawls⁵. Selon cette utopie contemporaine, travaillerait qui veut, tandis que la vie serait par principe prise en charge grâce à une redistribution gérée par l'État. Le travail pourrait dès lors être l'objet d'un choix de vie. Cette utopie pousse à bout l'idée de l'aide forfaitaire directe aux personnes, en lieu et place des investissements publics en matière sociale⁶. À l'inverse des économies dirigées où le travail était la seule valeur, cette nouvelle formule libé-

1. Marc Maesschalck est professeur de philosophie à l'Université de Liège, en Belgique.
2. Cf. G. Lipovetsky, « Les noces de l'éthique et du business », in *Le Débat*, 67 (1991), p. 145 à 166.
3. Cf. A. Etchégoyen, *La valse des éthiques*, François Bourin, Paris, 1991.
4. Cf. Ph. van Parijs, « Quel destin pour l'allocation universelle ? », in *Futuribles*, janvier 1987, p. 17 à 31 et du même,

« Peut-on justifier une allocation universelle ? », in *ibid.*, juin 1990, p. 29 à 42.
5. Cf. J. Rawls, *Théorie de la justice*, Seuil, Paris, 1987 ; voir à ce propos, Ph. van Parijs, *Qu'est-ce qu'une société juste ?*, Seuil, Paris, 1991, p. 69 à 94 et 190 à 219.
6. Cf. P. Rosanvallon, *La crise de l'État-providence*, Seuil, Paris, 1981, p. 62, note 3.

rale ferait du libre-choix du travail un principe absolu en supprimant l'obligation archaïque de « travailler pour gagner son pain ».

Ce nouveau Léviathan compterait sur le calcul et la mécanique administrative pour assurer le libre-choix à l'égard du travail. Un tel divorce entre la consommation et le travail pourrait même en appeler au rêve marxien d'une société absolument réglée par la technique⁷. Le temps humain parviendrait dès lors à se libérer du temps mécanique rythmant la production. Après avoir vaincu les cycles biologiques de l'*animal laborans* (se sustenter au jour le jour), selon les catégories de Hannah Arendt⁸, l'être humain en arriverait à sortir des cycles de l'*homo faber*. En déléguant aux machines son pouvoir de maîtrise, il obtiendrait enfin la possibilité de s'ériger en « être convivial », en être politique. La qualité de la vie deviendrait le souci principal de ses débats.

Au rêve d'une société sans classes se substitue donc actuellement le rêve d'une société sans peine, libérée des exigences de dégradation de soi dans le travail, du sacrifice permanent pour la survie de l'espèce. On donnerait enfin priorité à une qualité réelle de vie pour chacun comme individu, indépendamment de sa fonction sociale. À l'envers de cette société se trouverait le travail comme une activité secondaire et libre, développée sur le modèle actuel du loisir ou du hobby.

Limites du rêve éveillé

On s'est ainsi avancé jusqu'aux limites du rêve éveillé des sociétés technoscientifiques occidentales. En libérant le travail de la pression sociale, on pourrait aussi le rendre plus autonome dans ses modes d'organisation. Le travail serait plus rationalisable et plus gérable, parce que libéré des conflits et des passions liés au besoin et à la survie. Mais on découvre aussi le signe du refoulé dans ce que le rêve tend à éliminer pour établir l'éthique de la production, tout en libérant la morale individuelle de la valeur-travail. Le refoulé, c'est le monde du besoin et de la survie qui effraie et paralyse la bonne conscience occidentale.

Son rêve de solidarité et d'intégration sociales est à cent lieues des tendances réelles de son univers quotidien. À l'encontre d'une éthique planétaire, le monde d'aujourd'hui révèle des dynamiques toujours plus concentrationnaires. Son

souci de l'autre se limite à la préoccupation de soi. Pour préserver le patrimoine naturel, tant énergétique qu'écologique, on est prêt à sacrifier beaucoup d'autres principes. Les questions politiques semblent toujours inopportunes et intempêtes devant les urgences révélées par la technique en termes de développement et de préservation. La science jauge le salut ; elle ouvre des comptes à rebours. À quoi bon chercher la liberté, si c'est pour vivre sur une terre désolée ? On doit d'abord assurer la vie dans son écosystème. Alors même qu'elle rêve de

Qu'on puisse voir le monde, notre planète, depuis ailleurs et autrement, avec ses enracinements et son milieu particulier, cette évidence devrait être le seul point de départ d'une « éthique planétaire », celle qui serait capable d'admettre que les priorités des uns ne sont pas nécessairement les priorités des autres, même si les uns en question ont toutes les bonnes raisons de croire qu'ils détiennent la vérité...

communauté et de mondialité, d'altérité et de communication, notre époque est aussi saisie d'un profond défaitisme politique. Déçus du Sud, les pays riches aimeraient le « provincialiser » pour suspendre les dérives politiques et exporter leurs formules démocratiques dans toutes les directions.

Le rêve occidental cache ainsi une attitude à l'égard du monde du besoin et de la survie, le refoulé. Dans cette attitude, c'est une autre éthique qui apparaît : autoritaire et répressive, interventionniste et paternaliste. Quand on parle d'éthique aujourd'hui, il me semble urgent de dénoncer ce rêve éveillé qui voile la sédition du monde économique dans les sociétés riches et le mépris des peuples en lutte pour leur survie.

Une éthique du « monde vécu »

Si une éthique devait s'éveiller dans cette situation, elle aurait d'abord à retrouver la mesure de l'existence humaine, à détruire le mirage d'une « maîtrise de la maîtrise », à vaincre l'utopie d'un monde intégré par l'information et la communication, pour réapprendre *le monde de la vie*, dans son intégration propre et originaire, véritable mesure de l'être humain. Dans ce monde, l'autre pourrait se rencontrer à nouveau, non comme celui qu'on se suscite ou se fabrique, mais comme un être différent avec ses propres enracinements, un être qu'il faut entendre avant de comprendre et accepter avant d'assister. Qu'on puisse voir le monde, notre planète, depuis ailleurs et autrement, avec ses enracinements et son milieu particulier, cette évidence devrait être le seul point de départ d'une « éthique planétaire », celle qui serait capable d'admettre que les priorités des uns ne sont pas nécessairement les priorités des autres⁹, même si les uns en question ont toutes les bonnes raisons de croire qu'ils détiennent la vérité...

Cette éthique aurait à repartir du « monde vécu », qui contient, nous dit Habermas, « non seulement les revendications classiques visant à une plus grande justice distributive, mais encore la gamme très large des valeurs dites post-matérielles¹⁰ ». Mais pour énoncer les exigences du quotidien et domestiquer la force d'intégration systémique déployée par les démocraties modernes¹¹, l'éthique devrait s'articuler à des pratiques politiques nouvelles, liées à des mouvements indépendants des grandes sphères de légitimation qui dominent la société communicationnelle, le pouvoir et l'argent¹².

Cependant, les chantres de la communication ont peu de choses à dire sur le comment d'une telle émergence de

7. Cf. M. Henry, *Marx*, t. II, *Une philosophie de l'économie*, Gallimard, Paris, 1976, p. 466.
8. Cf. H. Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1983, p. 59.
9. Songeons par exemple aux questions posées par Axelle Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, L'Harmattan, Paris, 1991.
10. J. Habermas, *Le discours philosophique de la modernité*, Gallimard, Paris, 1988, p. 422.
11. *Ibid.* p. 427-428.
12. *Ibid.*, p. 430.
13. J.-M. Ferry, *Les puissances de l'expé-*

l'éthique du monde vécu dans l'espace de la communication déjà bien occupé. On nous fait l'éloge d'une « pragmatique universelle » qui « partant des acquis de la culture politique occidentale, met l'accent sur une *méthode* pratique pour l'élaboration des normes sociales et la formation de la volonté politique. (...) il s'agit d'une méthode fondamentalement discursive et purement procédurale pour fonder les choix politiques¹³ ». Mais pour modifier des normes générales de comportement, on ne peut en rester au seul niveau des logiques sociales de comportement et compter sur « la réactivation d'un espace public de discussion au sein du monde social¹⁴ ». Le mouvement social ne se commande pas. Sartre en savait quelque chose quand il sondait le pratico-inerte qui sous-tend les mouvements sociaux. Il faut s'interroger sur les conditions d'une participation à la décision politique, sur les ressources effectives des acteurs, sur leurs convictions et se demander comment celles-ci pourraient interagir avec l'ordre social de manière à atteindre les comportements. On reprendrait alors le chemin de l'action politique dont la trace s'était perdue avec la crise des militantismes.

Renouveau politique, renouveau spirituel

Il se pourrait d'ailleurs que les chemins d'un renouveau politique aujourd'hui croisent ceux de la « spiritualité », au sens moral des motivations premières et des principes de vie. L'action a besoin d'évidence ; elle se nourrit d'espérance. Le rationalisme de la communication évacue les ambiguïtés des idéologies. Mais l'engagement pour cause de solidarité peut-il se vivre autrement qu'à travers des ambiguïtés ? Dans son *Plai-*



C'est au niveau du quotidien, dans la pratique communautaire et le respect de l'autre comme différent que l'on peut développer une éthique qui fasse le contrepoids au « rêve éveillé ».

oyer pour les intellectuels, Sartre considérait les déchirures de l'intellectuel militant mis en porte-à-faux avec le monde qui l'avait conçu et qui avait défini sa fonction comme « technicien du savoir pratique ». L'engagement naît du malaise social, et la volonté de supprimer un certain « impressionnisme » de la conscience, comme dit K.R. Popper, révèle, dans les pensées analytiques de l'action, le désir honteux d'en finir avec l'instabilité des destinées humaines, pour privilégier les modes d'autorégulation sociale rendus possibles par l'uniformisation de l'espace communicationnel. On pourrait s'inquiéter quand on parle de naissance d'une conscience planétaire, alors que se déploie le diktat des agences d'information. Le système de l'opinion publique produit aujourd'hui ce que même Jean-Paul II a dénommé un « consensus moral public¹⁵ ». Mais qui est concerné par cette éthique télévisuelle ? Sommes-nous devenus les acteurs inconscients d'un spectacle qui impose ses normes esthétiques à tous les humains ?

Si l'on éprouve un malaise devant la fausse mondialité qui se profile à l'horizon des stratégies capitalistes, on pourra chercher d'autres voies, celles d'une autre éthique du temps et de l'histoire, celles qui s'écrivent en dehors des écrans et de la conscience planétaire qu'ils anesthésient. La base d'une éthique nouvelle est plutôt dans une spiritualité de l'absence et de la présence, une spiritualité qui fixe les points de fuite de la communication, son impuissance à surmonter ses asymétries et à guérir ses déchirures : une spiritualité qui retrouve le « chant » de l'existence et réintègre notre vie dans des rythmes cosmiques et

une perception intégrée du monde comme totalité d'interdépendance. Dans son rapport adressé à la Commission des Communautés européennes pour la science, la recherche et le développement, Marc Luyckx insiste beaucoup sur cette dimension de renouveau éthique porté en particulier par la théologie protestante contemporaine, telle qu'elle s'est exprimée par la voix du Conseil oecuménique lors de l'assemblée de Canberra en 1991¹⁶. Il me semble aussi qu'une telle spiritualité est déjà en chantier chez des auteurs catholiques aussi différents que M. de Certeau et G. Gutierrez. Elle invite à résister dans l'absence de reconnaissance et dans la violence de la communication, grâce à la confiance donnée par la vie qui continue de s'offrir.

Dans l'errance des luttes encore dispersées, il faut oser partager les convictions toutes simples qui arpentent les premiers chemins de renaissance. C'est à ce travail que s'est astreint récemment Et. Balibar en rappelant son itinéraire de lutte contre le racisme¹⁷. Pour réveiller une créativité éthique, articulée à un engagement politique, ces témoignages de lutte au jour le jour sont plus importants que les grands récits de fondation de la mondialité. Penser une « planétarisation » de l'éthique de nos jours est encore prématuré, si l'on veut que celle-ci parte réellement de multiples lieux de la planète. Il est temps toutefois de chercher les moyens de résister positivement à une fausse mondialité, en cherchant déjà le chaînon manquant d'une authentique mondialité, celle qui donnerait sa chance à une polyphonie, sans crainte des dissonances. ■

rience. *Essai sur l'identité contemporaine*, Cerf, Paris, 1991, t. 2, p. 170.

14. *Ibid.* p. 430.

15. Dans un discours du 27 février 1986 aux membres de la Commission pontificale pour les moyens de communication sociale ; cité par G. Thils, *Le statut de l'Église dans la future Europe politique*, Peeters, Louvain-la-Neuve, 1991, p. 85.

16. Cf. M. Luyckx, *Les religions face à la science et la technologie. Églises et éthiques après Prométhée*, Rapport exploratoire, Bruxelles, nov. 1991, p. 97.

17. Cf. Et. Balibar, *Les frontières de la démocratie*, La Découverte, Paris, 1992.

VERS UNE ÉTHIQUE DE LA NON-VIOLENCE

par Jean-Claude Ravet¹

« Il nous faut en finir avec la guerre et les idéologies qui méprisent ce qu'il y a de divin en tout homme ; avec la déification des structures concrètes de la violence et du militarisme... »

Hans Küng

Cette proposition de Hans Küng en vue d'un nouvel « ordre du monde oeuvrant pour la paix » nous amène à réfléchir sur les racines possibles de ce mépris que nous aimerions tant extirper de nous-mêmes et de la société, afin de fonder une éthique, une manière d'être au monde, plus humaine. Ce mépris du divin en l'humain et la déification concomitante de structures inhumaines, qui configurent l'ethos de la société moderne, n'ont-ils pas trouvé historiquement leur paroxysme dans les camps de concentration nazis et, dans une moindre mesure, dans les goulags soviétiques ? Et si nous avions oublié, déjà, cette ère du mépris, la guerre du Golfe aurait tôt fait de nous rappeler que l'ère du mensonge n'est pas révolue.

La grâce d'un cauchemar

Ce qui effraie au premier abord, puis nous blesse et nous offusque, et nous pousse enfin à remiser ces événements bouleversants aux confins de la mémoire, comme des rebuts encombrants, c'est que cette inhumanité organisée en système n'en demeure pas moins humaine ! Nous avons affaire à un mode d'existence humaine inédit dans lequel l'humain participe à sa propre négation. Nous ne parlons pas de monstruosité caractérielle, malade, mais bien de « normalité », de modalité d'existence socialement acquiescée sinon admise, niant radicalement la dignité de l'existence humaine.

En qualifiant de « banalité du mal » cette expérience extrême que fut l'Holocauste, Hannah Arendt reçut une avalanche de critiques. Cette expression faisait mal parce qu'elle refusait de faire des souteneurs du système concentrationnaire précisément des monstres. En fait ils l'étaient, non en tant qu'individus, mais en tant que rouages d'une machine, elle, monstrueuse. Ils n'étaient que de banales fonctionnaires affairés à remplir

La guerre du Golfe a offert un exemple inquiétant de dépersonnalisation de l'ennemi et montré la possibilité de faire participer un peuple à une hécatombe tout en croyant agir au nom de la paix et de la liberté.

leur devoir d'État, obéissant méticuleusement aux ordres hiérarchiques, en faisant même un point d'honneur. Ils s'abs-tenaient bien entendu de pensées critiques, leur tâche n'étant pas de penser mais d'exécuter. S'étant en quelque sorte vidés d'eux-mêmes, ils n'éprouaient plus le monde. La possibilité du mal radical était ainsi dévoilée : la démission de sa responsabilité devant ses actes. Rien de plus. Mais ils nous ressemblaient trop, et c'est cette ressemblance, menaçant profondément notre manière de nous percevoir et d'être au monde, qui nous poussait à les défigurer pour leur prêter une monstruosité pathologique. En projetant ces monstres hors de notre monde, nous empêchions tout lien de parenté existentielle avec eux.

Le retour lucide sur ces expériences qui, pour être extrêmes, nous permettent

de mettre le doigt sur les comportements névralgiques de notre existence qui sous-tendent l'abjection, la servitude volontaire, la participation à une machine monstrueuse (s'accommodant très bien d'individus vertueux), est le garant, nous semble-t-il, de la fondation d'une éthique authentique et responsable. L'espérance d'un devenir plus humain, d'une libération de l'inexorable déshumanisation qui nous guette à chaque détour historique, ne pourra survenir qu'à la condition d'affronter l'« impensable » et sa vérité sur nous. La grâce de ce cauchemar, s'il y en a une, aura été de faire apparaître, comme le ferait un microscope, les germes, les mécanismes dans la vie quotidienne qui rendent possible le fait de vivre humainement de manière inhumaine.

L'antidote du mal au quotidien

La lecture du livre de Tzvetan Todorov, au titre très suggestif *Face à l'extrême* (Seuil, 1991), nous convie à cette rencontre avec notre double, victime et bourreau dans l'espace totalitaire, qui peut s'avérer pour nous la clef pour un agir éthique renouvelé, libérateur et profondément humain. Rencontre douloureuse, certes, car elle nous conduit dans les bas-fonds de la haine, de l'horreur et de l'humiliation.

Le fil d'Ariane qui nous rattache à l'air libre, c'est le fil ténu de nos propres vertus quotidiennes que nous y découvrons.

1. Jean-Claude Ravet a vécu quatre ans au Chili, 1985-89, travaillant avec le SERPAJ, des comités de droits humains, des CEB. Membre du Centre de ressources sur la non-violence à Montréal, il est père d'un petit garçon de six mois. Il fait actuellement une maîtrise en sociologie à l'UQAM.

La banalité du mal côtoie la banalité du bien. Et c'est là sans doute l'originalité de Todorov. Déjà Arendt (dans *Eichmann à Jérusalem*, Gallimard, 1966) et Bettelheim (dans *Survivre*, Robert Laffont, 1979) avaient ôté le voile sur la participation nécessaire des gens « ordinaires » aux massacres et aux tortures les plus ignobles. Sur cet aspect, Todorov n'ajoute rien d'original, sinon qu'il y greffe d'innombrables témoignages poignants de victimes et de bourreaux.

Cette compilation émouvante aurait suffi, à elle seule, à justifier cette oeuvre ; or à cette banalité du mal, qui nous crève les entrailles, il ajoute la brise légère et vivifiante de la banalité du bien. Celle-ci vient des multiples vertus quotidiennes rédemptrices de la condition humaine, à l'intérieur du milieu concentrationnaire où semblait bannie toute trace de dignité et d'espérance. Ces fleurs sur les charniers sont comme autant de signes que l'humain peut survivre à sa propre mort. Si les vices quotidiens sont à la base de l'horreur, ces vertus quotidiennes s'offrent à nous comme le fondement d'une éthique à la mesure de notre temps. Ces vertus (souci, dignité, activité de l'esprit) sont autant d'antidotes aux vices auxquelles elles correspondent.

Si nous examinons les vices quotidiens qui sont à la racine du mal radical et lui permettent de se concrétiser, nous constatons que la soumission à l'autorité vient au premier rang. Or nous savons, depuis les expériences du psychosociologue Stanley Milgram (*La soumission à l'autorité*, Calmann-Lévy, 1974), que cette attitude de passivité extrême devant l'autorité est le lot de la grande majorité des citoyens des sociétés modernes. Dans ces expériences, les gens les plus ordinaires étaient capables de torturer des camarades parce que les ordres émanaient d'une autorité morale et scientifique. À cette dépersonnalisation s'ajoute aussi l'indifférence, comme meilleur complice du mal : ne pas voir, ne pas écouter, ne pas faire. De cela aussi nous sommes tous capables. Ces mécanismes qui rendirent possible l'Holocauste ou le Goulag sont encore en germe parmi nous. L'irresponsabilité est vue comme vertu civique, laissant le soin de la « gestion » politique, trop compliquée pour le commun des mortels, à des experts responsables. Le technocratisme qui règne dans la société moderne rejette dans l'ombre tout discours critique sur les fins, seuls les moyens comptant. Ce qui est possible doit être réalisé : c'est le règne de la technique. Le domaine des relations humaines est envahi par la pensée instrumentale, compartimentée, spécialisée. La guerre du Golfe a offert un exemple inquiétant de déper-



Camapresse (à partir d'une bande vidéo)

La violence, comme le mépris, font trop souvent partie de notre vie quotidienne, comme en témoigne la célèbre bastonnade de Rodney King par des policiers de Los Angeles : c'est « le fascisme ordinaire », selon le beau titre du film de Mikhaïl Romm.

sonnalisation de l'ennemi et montré la possibilité de faire participer un peuple à une hécatombe tout en croyant agir au nom de la paix et de la liberté.

Une éthique de l'humanisation

Fonder une éthique à la mesure de l'humanisation du monde, c'est poser comme essentielle la responsabilité humaine vis-à-vis de l'espace et du domaine publics, refuser toute instrumentalisation de l'humain. C'est dans ce sens d'ailleurs que vont les vertus quotidiennes décrites par Todorov, qui deviennent des conditions de l'espérance en désamorçant les mécanismes de soumission et de dépersonnalisation. La vertu exemplaire, qui leur fait contrepoids, est sans conteste pour l'auteur, le souci (« l'attitude maternelle par excellence », dira-t-il) caractérisé par l'investissement affectif et la personnalisation de son objet.

L'oeuvre de Todorov nous rappelle que la paix ne viendra pas du ciel mais de notre prise en main, de notre volonté de nous humaniser, de devenir ce à quoi nous sommes promis en tant qu'humains. N'est-ce pas là la foi abrahamique poussant à la marche vers la terre promise ?

Pour mettre de la chair sur les « vertus en acte » décrites par Todorov, on peut lire *Sans armes face à Hitler*, de

Jacques Semelin (Payot, 1989), qui porte sur la résistance civile non armée contre le régime nazi, et sur les capacités de peuples et d'individus à résister efficacement sans armes à une agression, même la plus extrême. Cette recension des formes principales de résistance civile (non violente) ne relate pas seulement des faits, mais cherche à comprendre les motivations et les valeurs profondes qui habitaient la résistance (grèves, manifestations, protestations religieuses, désobéissance civile, non coopération, sauvetage de Juifs...).

Ces retours critiques sur le passé nous paraissent incontournables pour démystifier les faux-fuyants de l'histoire officielle et pour envisager l'avenir de manière sereine et lucide ; pour comprendre aussi les fondements d'une éthique à la fois de conviction et de responsabilité. Nous y découvrons une éthique de la non-violence, que H. Küng espère voir poindre un jour à l'horizon de l'agir humain, de telle sorte qu'elle assure à l'humanité un à-venir véritablement « humain ». L'éthique de la non-violence apparaît à la fois comme un moyen approprié pour transformer le monde où règne encore la violence, une stratégie de lutte contre ce qui défigure l'humanité, et comme un mode d'être au monde et à soi-même qui rend compte, en toute transparence, de la modalité spécifiquement humaine de l'existence (politique-esthétique-éthique), en cessant simultanément d'engendrer par mimétisme ce qui la contrecarre. ■

ENVIRONNEMENT : LES PIÈGES DU DISCOURS

par Francine Tardif

Respect et protection de la nature ne sont pas un souci nouveau : celui-ci traverse toute l'histoire humaine, notamment à travers les pensées religieuses et mystiques. Mais il prend aujourd'hui une signification nouvelle. En effet, même s'ils sont encore relativement circonscrits, les effets pervers de deux siècles de transformation de la nature au nom du progrès représentent maintenant un risque réel pour la survie de la biosphère et, conséquemment, de l'humanité. Le risque est énorme et il n'est pas étonnant que les préoccupations environnementales mobilisent aujourd'hui les instances scientifiques et politiques tout autant que les médias et l'opinion publique. Si une telle mobilisation est essentielle, elle ne dispense cependant pas d'une certaine réflexion critique sur les postulats des discours qui la soutiennent.

Ce court article voudrait attirer l'attention sur certains dangers qui se dissimulent parfois sous ces discours. Après avoir rappelé la définition généralement acceptée du concept de « développement durable » et les tensions qui le traversent, on illustrera donc ces dangers à partir de la vision de société implicite dans plusieurs des discours environnementalistes actuels. À leur manière, les dérives possibles de pareils discours rendent encore plus urgente une participation éclairée au processus de prise de décision en matière d'environnement. Aussi, les questions offertes en guise de conclusion visent-elles à ouvrir autant de pistes de réflexion qui peuvent et doivent guider l'action.

Le développement durable

Publié en 1987, le rapport *Notre avenir à tous* de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) a été le catalyseur des efforts en faveur du développement durable et de

la reconnaissance de ses quatre grands principes : a) la satisfaction des besoins des générations actuelles sans compromettre celle des générations futures ; b) l'équité et la justice sociales ; c) le maintien de la diversité et de l'intégrité culturelles ; d) le maintien de l'intégrité écologique.

Dans la foulée de la CMED et d'autres événements d'envergure, gouvernements, entreprises, institutions diverses

Les préoccupations environnementales mobilisent aujourd'hui les instances scientifiques et politiques tout autant que les médias et l'opinion publique. Si une telle mobilisation est essentielle, elle ne dispense cependant pas d'une certaine réflexion critique sur les postulats des discours qui la soutiennent.

cherchent maintenant à traduire ces principes dans un ensemble de politiques dont l'influence sur la vie quotidienne et collective pourrait se révéler décisive. C'est là une opération essentielle, mais c'est aussi une opération délicate. En effet, le développement durable propose des objectifs contradictoires ou, à tout le moins, peu compatibles : développement économique et protection de l'environnement, plus grande équité sociale et arrêt de la « croissance », satisfaction des besoins individuels et recherche du bien commun, respect des différences locales et approche intégrée, participation publique et décisions politiques « radicales », mise au point de solutions tech-

niques et « révolution culturelle » en faveur de convivialités nouvelles, interventions rapides face aux problèmes actuels et souci du long terme, changements structurels et construction de consensus, etc.

Mettre en contexte chacune de ces tensions dépasse de loin le cadre de cet article. Pour simplement illustrer la complexité des enjeux, on se contentera ici de dégager, d'une manière schématique rendant mal compte de la variété des approches en présence, la vision de société qui sert de postulat à certains des discours environnementaux qui tentent de les résoudre.

De la société comme système vivant...

Même si les avancées des sciences humaines pouvaient laisser espérer le contraire, la tentation de biologiser le social demeure très forte. Et si on pouvait croire que « l'application aux sociétés humaines de concepts appartenant en propre à la biologie relève aujourd'hui d'un passé épistémologique depuis longtemps révolu » (Acot, p. 231), plusieurs des courants environnementalistes montrent qu'il n'en est rien.

En effet, pour certains d'entre eux, écologie, économie et société relèvent d'une seule et même logique : celle du vivant. Joël de Rosnay, biologiste reconnu, dira par exemple, que « les notions de base qui reviennent le plus souvent dans les modèles biologiques, écologiques et économiques (...) s'appliquent toutes (...) à la cellule comme à l'économie, à l'entreprise comme à l'écologie » (cité par Acot, p. 232).

De là découle une vision systémiste du monde. Vision systémiste dont les postulats stipulent qu'un système repose sur l'intégration et l'organisation de ses différents éléments, qu'il est orienté vers

une seule finalité (sa conservation) et qu'il tend à se maintenir en équilibre constant. Par ailleurs, l'évolution d'un système est réputée prévisible à travers la projection des tendances passées, en autant que la compilation et l'analyse de toute l'information pertinente aient été prises en compte (Gaudreau et Hamel, p. 89). Pour que l'équilibre soit maintenu, il importe évidemment que les lois du système soient scrupuleusement respectées ; de même on ne saurait remettre en question ses principes organisateurs. D'où l'importance de notions comme la résilience (la capacité d'un organisme d'absorber des chocs et de continuer de fonctionner), puisqu'au-delà de certains seuils, les systèmes naturels s'effondrent à un rythme accéléré, entraînant des changements irréversibles et parfois mortels. D'où aussi l'importance des notions d'intégrité et de diversité, l'une et l'autre susceptibles d'assurer le fonctionnement harmonieux de toutes les parties du système¹.

Même si cela peut surprendre de prime abord, c'est de cette première image que découle directement la seconde : celle de l'entreprise.

...à l'environnement comme entreprise

On a déjà vigoureusement souligné que le modèle de la société de consommation et sa généralisation à l'échelle de la planète est incompatible avec le respect de l'environnement. Néanmoins, compte tenu de la situation mondiale actuelle, la logique systémiste conduit assez directement d'une part à considérer l'environnement comme une « entreprise » qu'il faut mieux gérer et, d'autre part, à percevoir l'entreprise capitaliste comme une « organisation naturelle ». En effet, qui s'étonne d'entendre Maurice Strong, secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) déclarer :

« Depuis longtemps, nous vivons littéralement à même le capital de la planète et ce capital est en train de

1. Traduites socialement, ces notions deviendront, par exemple, les « seuils de tolérance » d'une société face à l'immigration ; elles soutiendront aussi une partie du discours conservateur sur la « différence », perçue comme intrinsèque sinon biologique, entre les humains et les sociétés.



Canapresse

Depuis la Conférence de Stockholm, en 1972, puis le rapport *Notre avenir à tous*, en 1987, Maurice Strong (à droite) et Gro Harlem Brundtland (au centre) ont été à l'avant-scène des débats internationaux sur l'environnement. Le Sommet de Rio tiendra-t-il ses promesses ?

s'épuiser. Nous ne pouvons plus continuer à gérer notre planète de cette façon, pas plus que nous ne pourrions gérer une entreprise en diminuant et en vivant chaque jour à même son capital. » (Maurice Strong, in ACIDI, p. 12)

À partir d'une pareille imagerie, on glisse facilement du respect des « lois » de la nature à la promotion de celles du marché. On dira ainsi, sans sourciller, que quand des ressources environnementales échappent aux lois du marché, cela « conduit habituellement à la surconsommation et au gaspillage » (ACIDI, p. 28). La notion d'équilibre déjà évoquée pour le système vivant trouve son homologue dans la rencontre de l'offre et de la demande, point optimal de l'économie libérale, tout comme la notion de diversité se mire dans celle de la concurrence. Conséquemment, on en vient à accorder beaucoup d'importance à « l'internalisation des externalités », c'est-à-dire la prise en compte dans les calculs du coût de revient de tous les éléments reliés à la production, depuis la pollution de l'air de l'usine jusqu'au coût d'élimination des déchets après consommation. Exercice qui suppose possible de recueillir, comptabiliser et comparer toutes les informations nécessaires à de tels calculs (c'est-à-dire l'ensemble du réel...).

De même, la notion de ressources naturelles se transpose aisément en « ressources humaines » à gérer de manière

optimale. Les sociétés se dissolvent au profit d'un système complexe où les humains ne représentent que l'un des facteurs d'éventuels déséquilibres, à moins qu'ils n'apparaissent comme des « ressources » dont il faut maximiser le potentiel économique en les « gérant » de manière efficace...

Les représentations générales chargées par les discours sur le développement durable restent mal analysées. Que penser, par exemple, de la portée d'expressions comme « l'Amazonie est le poumon de la planète », « notre planète à tous », « notre avenir commun », etc. qui ont pour effet indirect de nier les clivages Nord/Sud, les rapports de classes ou les luttes politiques et sociales au profit d'un faux consensus ?

Des questions en guise de conclusion

On ne peut conclure cette brève réflexion sur le discours environnementaliste autrement que par une série de questions :

- *Quelle est la place des êtres humains dans « l'environnement » ?* On a vu que certaines approches environnementalistes reposent sur des postulats



Tiré de la revue *Le Courrier de l'UNESCO*, janvier 1992

L'effort de « contrôle des naissances » (ici au Pakistan) peut-il être une dimension essentielle de la protection de l'environnement ? Serait-ce encore le Nord qui s'impose au Sud ?

qui dissolvent les rapports sociaux au profit d'une vision systémiste où les humains ne représentent que l'un des facteurs parmi d'autres. Un « facteur » qui se retrouve à la source de nombreux « déséquilibres » et, conséquemment, dont la gestion rationnelle et scientifique s'impose d'elle-même. C'est ainsi que s'impose la « nécessité absolue » de contrôler, dans les pays du Sud exclusivement notons-le, « l'explosion démographique », c'est-à-dire de contrôler les relations les plus intimes des populations du tiers monde, d'en bouleverser les rapports conjugaux, familiaux et sociaux... Est-il vraiment possible que la simple existence d'une partie de plus en plus importante de la population mondiale représente une « menace explosive » ?

• *Peut-on quantifier tout le réel ?* Directement inspirées des analyses des écosystèmes, les études d'impacts environnementaux font dorénavant partie du processus d'élaboration de tous les grands projets d'aménagement et de construction. Cela signifie notamment que des efforts importants sont consacrés à traduire les principes du développement durable en grandes dimensions, qu'il s'agit ensuite de rendre opératoires par le biais de divers indicateurs. À la limite, il s'agit ici de pouvoir quantifier aussi bien le sentiment de sécurité, la beau-

té d'un site que le niveau de bruit « tolérable » et de soumettre le tout à une même grille d'analyse. Quelles sont les limites et les conséquences de pareil exercice ? Que devient ici la responsabilité des élus ? Où s'insère la véritable participation publique ? Autant de questions encore ouvertes.

• *Comment réagir quand la science prévoit, à court ou moyen terme, la destruction d'écosystèmes essentiels à la vie humaine ?* Si les risques sont réels, sinon absolument avérés, peut-on négliger de prendre tous les moyens pour s'en protéger ? D'autant que le jeu des probabilités est trompeur : les menaces appréhendées sont mortelles et, conséquemment, sans appel. Il est difficile d'aborder les rapports sciences/société posés par la montée, scientifiquement très plausible, de telles menaces. Car, comme le dit si bien un philosophe, au moment d'imposer des changements radicaux de comportements individuels et sociaux, « les moyens dont disposent une démocratie sont fragiles » (Jonas, p. 14)... On tremble un peu devant les conséquences de cette constatation qui dessine l'ombre d'un totalitarisme, plus ou moins affirmé. Mais, sur quelles autres bases faut-il engager la réflexion sociopolitique sur ces « prédictions » de la science ?

• *Quelle science pour quel monde ?*
Les transferts technologiques du Nord vers le Sud constituent l'une des dimensions essentielles du processus de développement durable. Après les questions liées au « développement », c'est maintenant l'environnement qui attire l'attention sur la dimension ethnoculturelle de la science. Qui invite donc à se demander jusqu'à quel point la science est un « sous-produit d'un processus culturel » (Elmandjra, p. 278) et jusqu'à quel point il est possible de transférer avec succès le produit de la pensée scientifique occidentale ailleurs que dans sa sphère de production.

Ces quelques questions n'épuisent pas le sujet, loin de là. Elles ne rendent surtout pas justice à plusieurs autres dimensions importantes du discours environnementaliste, notamment aux efforts réels (et parfois réussis) de démocratisation à partir des processus de consultations publiques. Elles ne font pas non plus écho aux travaux qui voient dans la promotion de l'environnement l'émergence de nouvelles formes de solidarités, planétaires et intergénérationnelles (voir Prades, Vaillancourt, Tessier et al.). Mais elles méritent d'être posées. ■

Bibliographie :

- Acot, Pascal, *Histoire de l'écologie*, Presses Universitaires de France, Paris, 1988.
- Agence canadienne de développement international, *Le développement durable - Document d'orientation*, Direction générale des politiques, 3 juin 1991.
- Atlan, Henri, *À tort et à raison - Inter critique de la science et du mythe*, Éditions du Seuil, Paris, 1986.
- Condamines, Charles, *L'environnement et le développement*, Série Conférence, no 24, Centre Sahel, Université Laval, mai 1990.
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), *Notre avenir à tous*, Éd. du Fleuve, Montréal, 1988.
- Elmandjra, Mahdi, « Fusion de la science et de la culture : la clé du XXI^e siècle » in Commission canadienne pour l'UNESCO, *Colloque sur la science et la culture pour le XXI^e siècle : un programme de survie*, Vancouver, 1989.
- Fauchoux, Sylvie et Jean-François Noël, *Les menaces globales sur l'environnement*, Éditions La Découverte, Paris, 1990.
- Gaudreau, Michel et Pierre J. Hamel, *Le développement urbain viable à Montréal : quelques avenues de réflexion et d'action*, INRS-Urbanisation, mars 1990.
- Jonas, Hans, « Entretien avec Hans Jonas », *Esprit*, mai 1991.
- Poursin, Jean-Marie, « Explosion démographique et désastre écologique », *Esprit*, mai 1991.
- Prades, J.A., Vaillancourt, J.G., Tessier, R. (dir.), *Environnement et développement*, Fides, Montréal, 1991.
- Sachs, Ignacy, « Comment concilier écologie et prospérité ? », *Le Monde diplomatique*, décembre 1991.

PETIT PEUPLE ET PETIT VIGILE, UNE FABLE...

par Richard Dubois¹



Paul Hamel

de drôles de vapeurs sillonnant le ciel de Québec...
Mais y a-t-il encore un ciel au-dessus de nous, se
demande le Petit Peuple ?
L'air est moite

La jungle écoute et se tient coite
comme avant la mort infligée

.....
et comme pour confirmer la crainte du Petit Peuple : une
machine à tuer s'élançe, féline ; une dent sectionne la jugulaire ;
un buisson se débat, puis meurt – silence...

*Sous le ciel de Québec, il y a le moite, l'ennemi et l'ennui, le
muscle prédateur, la vie, la mort, la télé, et le pâle aujourd'hui...*

*et un Petit Peuple qui pense à son Chef, le Petit Vigile...
il se dit : si nous avions un Chef – et il rêve...*

.....
Mais devant l'absence
le silence
les phrases vides
devant cela, qui émet des sons à l'Assemblée dite Populaire, qui
rit, puis se terre
mais devant cela qui dure et perdure
en contour, ce hâle
cette forme qui nage et dont le petit peuple sait qu'elle est chair
et poisson, miroir **et** alouette, vessie **et** lanterne

1. Chroniqueur régulier dans la section « Lectures » de *Relations*,
l'auteur est professeur au Collège de Lévis.

devant cela qui dure, mollement, n'y croit plus, mais aime bien les limousines
devant le vide, est-il tenté de dire (car la nature, elle, a horreur du vide, et si au moins il y avait une chaise vraiment vide à l'endroit où s'assoit le Petit Vigile, peut-être nous arriverait-il enfin quelque chose, rêve le Petit Peuple !)
Petit Peuple se prend à rêver, bis

.....
**un Premier ministre, comme ailleurs
ou un président... comme une grandiose aventure
un regard une lueur une volonté
un fort sentiment d'exister
d'avoir droit !
droit et devoir d'être là, à la face des autres nations, sous
un vrai ciel !**

Rêver !
mais sous le rêve et le ciel de Québec
de drôles de moiteurs tissent
des lianes qui sont des boas, qui sont des panthères
et chaque pas, l'instant d'avant le *bo(o)by trap...*
et l'avenir en forme de trou noir, mauve orbite, vide létal qui aspire, magma centripète où le ciel même se soumet !

Petit Peuple voudrait ne plus penser à son Petit Vigile à cet homme placé aux plus hautes fonctions et qui amollit, réduit, diminue, ternit, rend moite tout ce qu'il touche il voudrait penser à autre chose car enfin...
comment dire les choses méprisables sans aller plus bas encore
sans descendre soi-même au fond des choses viles – rancoeur amertume, bientôt la Haine
cloaque, jungle moite et terne aujourd'hui :
Un ennemi un véritable ennemi serait une grande chose, pense le Petit Peuple
un ennemi fait mourir à hauteur d'homme ou alors, si le combat est bien mené, fait grandir, écartier les lianes, aplanir la jungle et s'ouvrir à l'air salin, baigner ses rêves à l'eau de mer, et dessiner une orbe à l'infini du ciel !
Mais cela, là-haut, ce Petit Vigile qui tricote et traficote la soumission, la dépendance, la liane liée de tout un peuple...

Fin de la fable ?

Non : détour, avant la plongée urbaine, dans le lagon (autrefois bleu des grands mythes littéraires...
Petit Peuple était certain d'y trouver son air(e), une joie pleine, quelque chose comme une paix méritée, une aire pure, dense, étale, sans faille.
Mais il vit alors l'Horreur : sous le ciel de Québec, tout entier marqué de l'haleine du Petit Vigile, les grands héros, les personnages les plus fabuleux des grands livres de l'Humanité, ces absolus qui sont notre respiration sporadique, qui nous rachètent du devoir-mourir, ces êtres de fiction devenus plus réels que réels et qui accompagnent nos secrets soupirs, nos secrètes souvenirs, nos reprises collectives, ils étaient, tous, ces héros,
atteints
par l'air du temps
ce ciel de Québec
cette moiteur, cette jungle fade qui tue à l'odeur – ils étaient devenus laids défigurés

vulgaires
affalés finis rigolards...

Meursault, l'athée de *L'Étranger*, se préparait à entrer dans les Ordres... Don Quichotte se faisait la fête : il était enfin devenu moulin à vents... Sisyphé, entre deux descentes, suivait des cours de préparation à la retraite... l'Autodidacte de *La nausée*, doucement, mielleusement, optait, clérical, pour l'humanisme... et Hemingway avait définitivement choisi : il serait l'homme qui n'en a pas...

Sous le ciel de Québec, Vamp s'inscrivait en administration, Vautour en andragogie, et le Survenant vendait des appareils-télé au Magasin Général, tout heureux de travailler pour une multinationale américaine

Tout le ciel de Québec devenu jungle, et jungle une, cathodique, et universelle

Bouvard Président?!?!?!?

Et dans les vitrines des librairies, Petit Peuple, affolé, ne voyait plus que des images de lui-même et du Petit Vigile : *L'homme pétrifié* (Eudora Welty), *Un homme qui dort* (Georges Peret), *Un homme en suspens* (Saul Bellow), *L'Homme précaire* (André Malraux), *L'Homme foudroyé* (Blaise Cendrars)...

Petit Peuple se sentit trompé.

Ce n'est pas à cela qu'il pensait quand il disait son horreur des Petits Vigiles

Non.

Petit Peuple n'a pas beaucoup lu

Petit Peuple ne connaît ni Cioran ni Schopenhauer,

mais il sent les choses vraies

mais il sent les choses pures

le monde comme volonté, c'est fini, sous le Petit Vigile

il ne reste que la représentation, le show

le spectacle indigent de l'indigène repu qui va se voir lui-même à la Foire Coloniale.

Petit Peuple va souvent à la Foire

Petit Peuple voit Mister B..., au guichet, tout fier ; il est le

« native » promu vigile d'un jour

Il voit que l'autre a l'air heureux

Il se croit le Chef, il surveille la caisse du « Bwana » !

Et Petit Peuple s'en retourne, choqué : il n'a pas de Chef, il y a un concierge, et il n'y a plus de beaux livres.

Il va zapper.

Pas fou, Petit Peuple

Il va faire comme s'il était petit.

Il va **mimer**

la soumission, pour faire plaisir au petit Vigile

Il va faire **semblant**, pour qu'on lui fiche la paix, pendant qu'il veille, la nuit...

Comme dans le grand livre *1984*, il va faire **semblant** d'être lésivé, content, repu. Il va dire : deux et deux font cinq. J'aime l'oppression. J'aime la dépendance. Jeopardy est une bonne émission. Michel Louvain chante juste. Et nous avons un Premier ministre.

Et petit Vigile va se rendormir

Et Petit Peuple ne jamais dormir

Pas avant l'Heure...

Pas avant que la jungle n'ouvre sur la mer... ■

UN NOUVEL AGENDA POUR LA GAUCHE

par Philip Resnick¹

au cours des années 80, ce qu'on a appelé « la nouvelle droite² » a monopolisé l'agenda, tant politique qu'économique, dans la plupart des pays occidentaux. L'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan en a été le symbole manifeste ; mais ce courant s'est aussi manifesté ici, d'une manière plus feutrée, avec la victoire de Brian Mulroney et d'autres projets néo-conservateurs dans plusieurs provinces du Canada.

Cette avancée conservatrice s'est aussi manifestée, de manière non moins importante, par le succès nouveau des intellectuels de centre-droite et de leurs idées, après des décennies dominées plutôt par des penseurs d'orientation plus libérale ou socialiste ; la droite semble avoir appris de Gramsci l'importance des intellectuels organiques, et avoir décidé de combattre désormais ses adversaires sur leur propre terrain.

Le défi néo-conservateur

Le néo-conservatisme a remis en question l'État-providence keynésien aux trois niveaux économique, politique et moral.

On connaît mieux le défi *économique*. Après trente ans d'expansion d'après-guerre, les néo-conservateurs blâmaient la gauche libérale pour tous les maux dont ils avaient hérité : taux de croissance à la baisse, énormes déficits budgétaires, inflation dans les deux chiffres, etc. Pour eux, une seule solution : le retour aux principes néo-classiques, au secteur privé et à l'esprit d'entreprise.

Le défi *politique* en était une conséquence directe. Les néo-conservateurs se mirent à discréditer ce qu'ils considéraient comme un secteur public démesuré et tous ceux qui en profitaient. Renversant le traditionnel argument de « classe » utilisé par la gauche, la droite se mit à parler de la « nouvelle classe »

des employés du secteur public qui en était venue, selon eux, à exercer le pouvoir dans les économies politiques occidentales d'État, et ce au détriment du secteur privé qui est pourtant celui qui produit la richesse³.

Le secteur public n'était pas seul en cause : des groupes sociaux de plus en plus nombreux en étaient venus à prendre pour acquis leurs « droits » à des avantages sociaux toujours plus grands, quel qu'en soit le coût social. Ainsi, les gouvernements n'étaient pas seulement aux prises avec une crise financière, mais aussi avec des attentes sans cesse plus grandes qui, si elles n'étaient pas freinées, pourraient conduire à la destruction pure et simple de la légitimité politique. Déjà, en 1975, les auteurs de la Commission Trilatérale avaient signalé les dangers de ces « gouvernements surchargés⁴ ». Et pour parer ce qu'ils considéraient comme une menace naissante contre les



Fred Chartrand/Canapresse

Peu de leaders ont mieux symbolisé le retour du néo-conservatisme que Margaret Thatcher, Ronald Reagan et, à une moindre échelle, notre Premier ministre Brian Mulroney.

1. Professeur au Département de science politique de l'Université de la Colombie Britannique, l'auteur a présenté une communication intitulée « Le néo-conservatisme et son dépassement » lors de la 5e Conférence sur les politiques sociales tenue à l'Université Bishop, du 25 au 27 août 1991. Le présent texte est une version traduite et abrégée, par *Relations*, de cette communication.
2. NDLR : Les notions de « droite » et de « gauche » font ici références aux courants de fond qui traversent nos sociétés et ne visent bien sûr nullement à une simplification outrancière ou machinienne des réalités sociales complexes.
3. Voir certains textes de Irving Kristol, Nathan Glazer ou Daniel Bell dans les années 70. Voir aussi G. Tullock, *The Vote Motive*, Hobart Paperback 9, Londres, Institute of Economic Affairs, 1976.
4. Michel Crozier, Samuel P. Huntington et J. Watanuki, *The Crisis of Democracy*, New York, New York University Press, 1975.

institutions démocratiques libérales et ultimement contre le système capitaliste lui-même, il faudrait limiter les demandes excessives de participation. Les gouvernements devraient aussi reprendre le contrôle de leur politique étrangère (après les ravages causés par l'opposition à la guerre du Vietnam) et se débarrasser de certaines de leurs responsabilités distributives pour retourner plutôt à leur rôle traditionnel d'arbitre des règles et des contrats d'une société de libre marché.

Mais le défi le plus significatif de la « nouvelle droite » faisait appel aux *principes moraux transcendants*. Et cela prenait deux formes très distinctes, parfois même contradictoires, mais qui se rejoignaient en une force de frappe redoutable.

La gauche doit maintenant entreprendre la même remise en question de soi et le même effort de reformulation que ceux que les intellectuels de droite ont dû faire, durant les longues décennies keynésiennes qui ont précédé la montée politique du néo-conservatisme dans les années 70.

— Le premier courant critiquait la gauche libérale en termes de *liberté* et de *droits individuels*. L'obsession de la gauche pour l'égalité des chances et pour les droits collectifs avait mené, comme l'intuitionnait déjà Hayek dès 1940, sur la voie du servage où l'État substituait sa propre volonté à celle de ses citoyens. Loin de traiter les membres de la société comme des agents moraux indépendants, les gouvernements les avaient rendus passifs et dépendants. La notion même de liberté avait été hypothéquée au profit des intérêts égoïstes et croissants des bureaucrates gouvernementaux, syndicaux et autres.

Ainsi, la gauche libérale et ses porte-parole professionnels étaient beaucoup moins respectueux de la démocratie qu'ils ne le proclamaient. Ils se rendaient coupables, pour reprendre l'expression de Giovanni Sartori, de « démophilie », remplaçant par un soi-disant amour du peuple la possibilité pour celui-ci de choisir lui-même de vivre comme il l'entend⁵. La pire version de cette approche était bien sûr le marxisme-léninisme. Mais la social-démocratie n'était guère meilleure, avec son État-providence du berceau jusqu'à la tombe et sa doctrine d'intervention maximale de l'État. Une version minimale de l'État, qui rendrait les membres de la société et les acteurs du marché libres d'agir, améliorerait grandement la pratique de la liberté. Des philosophes et des écrivains comme Robert Nozick, Anthony Flew, Keith Joseph ou Michael Novak défendirent de tels arguments.

— L'autre courant de la « nouvelle droite », particulièrement mis de l'avant par la « majorité morale », faisait appel aux *valeurs religieuses et morales traditionnelles* contre la licence et l'immoralité de la gauche libérale. Cela était spécialement frappant dans la défense de la famille contre toutes les forces qui la menaçaient : féminisme radical, droits des homosexuels, avortement sur demande, etc. On défendait aussi la religion, comme fondement moral de la société, et on rejetait l'impiété et le sécularisme implicites de la gauche. De plus, la droite s'enveloppait dans le drapeau du patriotisme, comme l'ont démontré l'avenue de Mme Thatcher aux Falklands, la croissance militaire

démessurée des années Reagan et la guerre du Golfe du président Bush.

Bien sûr, l'accent mis sur la liberté sans contrainte d'un côté, et celui mis sur l'autorité et l'ordre de l'autre, n'étaient pas tout à fait compatibles ! Mais, comme l'a montré Roger Eatwell, la droite semble avoir toujours eu beaucoup plus de facilité à concilier différents « styles de pensée » que la gauche, avec sa notion d'idéologie rationnelle, issue des Lumières⁶. Et la droite a certainement réussi, tout au long des années 80, à garder sa conception de la liberté et de la moralité/autorité au centre de la scène politique.

Avec quels résultats ?

Où en est-on, après environ une décennie de néo-conservatisme ?

Sur le plan *économique*, une grande partie du programme a été réalisée : recul des dépenses sociales, particulièrement celles en faveur des plus pauvres ; privatisation à grande échelle des sociétés d'État ; nouvel accent sur la compétitivité et la productivité ; réduction considérable du pouvoir des syndicats⁷. Pourtant, au plan macro-économique, la « nouvelle droite » a eu beaucoup moins de succès : États-Unis, Grande-Bretagne et Canada sont en pleine récession, croulent sous les déficits⁸, connaissent de hauts taux de chômage et une croissance presque nulle, tandis que leur balance commerciale est largement déficitaire, comparée à celles de l'Allemagne, du Japon et des « quatre tigres » du Sud-Est asiatique (Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour). Quand à l'État-providence, si la « nouvelle droite » a réussi à affaiblir quelque peu la notion de solidarité sociale développée depuis la Dépression et la guerre, elle s'est cependant heurtée à beaucoup plus de résistance que prévu⁹.

Sur le plan *politique*, les succès de la « nouvelle droite » sont plus évidents. La propriété publique des entreprises a reculé partout, non seulement dans les économies de marché, mais aussi dans ce qui était, jusqu'à tout récemment, le monde communiste et dans le tiers monde. L'écroulement du modèle marxiste-léniniste a donné un nouvel éclat aux partis de la droite, comme les vrais défenseurs à la fois du capitalisme de marché et du pluralisme politique qui l'accompagne. Par opposition, les partis sociaux-démocrates ont dû se déplacer vers la droite, insistant sur leur engagement envers une économie mixte, abandonnant ce qui leur restait de volonté de planification économique ou d'accroissement du secteur public et, là où

5. Giovanni Sartori, *The Theory of Democracy Revisited*, New Jersey, Chatham House Publishers, 1987, p.474-479.
6. Roger Eatwell, « Is There an "Essentialist" Philosophical Core? » et « The Right as a Variety of "Styles of Thought" », chap. 4 et 5 dans Roger Eatwell et Noel O'Sullivan, eds., *The Nature of the Right*, Londres, Pinter Publishers, 1989.
7. Particulièrement vraies aux États-Unis et en Grande-Bretagne, ces tendances valent aussi pour la Canada.
8. D'ailleurs, ces déficits ne sont pas que l'héritage des régimes socio-démocrates ou keynésiens précédents : nulle administration américaine n'a alourdi davantage le déficit fédéral que celle de Reagan ; et la performance fiscale des gouvernements Thatcher ou Mulroney n'est guère plus brillante.
9. Ramesh Mishra, dans *The Welfare State in Capitalist Society*, Hertfordshire, Harvester Wheatsheaf, 1990, chapitres 2 et 5, a montré comment les programmes sociaux à caractère universel,

ils étaient au pouvoir, comme en France, en Nouvelle-Zélande et en Australie, en suivant des politiques économiques bien peu différentes de celles des gouvernements de droite. Les partis de gauche ont dû s'ajuster à la logique de compétition globale et d'efficacité des coûts et à un climat hostile à toute intervention accrue de l'État¹⁰. De façon générale, le balancier est passé, au cours de la dernière décennie, du public au privé.

Quant au plan de la morale, la droite a assez bien réussi à se draper dans le manteau de la démocratie – ce qui constitue un renversement de perspective remarquable quand on se rappelle le caractère historiquement anti-démocratique de la pensée conservatrice, spécialement en Europe – et à placer sur la défensive une gauche identifiée avec le socialisme bureaucratique d'État. Il est certes injuste d'identifier les sociaux-démocrates aux marxistes-léninistes, tout comme d'accuser tous les marxistes occidentaux, dont plusieurs furent des critiques sévères de l'absence de démocratie à l'Est, des péchés du stalinisme. Mais il faut reconnaître que la droite a mieux réussi à s'approprier l'héritage démocratique libéral, en particulier le système multi-partiste, la séparation des pouvoirs et les droits individuels, laissant aux défenseurs de la gauche le rôle de figurants dépassés. De plus, la montée du fondamentalisme religieux et la réapparition des valeurs religieuses traditionnelles, dans nombre de sociétés occidentales où le sécularisme avait longtemps dominé le discours politique, ont aussi contribué à une remontée de la droite¹¹.

Les défis actuels de la gauche

Je voudrais maintenant proposer quelques perspectives pour la gauche modérée : celle qui est engagée en faveur d'une certaine égalité, de politiques de redistribution sociale et d'un internationalisme différent de celui qui est pratiqué par les corporations transnationales. Je n'ai pas l'illusion de croire qu'il y aura un revirement spectaculaire dans les priorités économiques ou politiques des principaux pays capitalistes. Mais je crois cependant qu'on ne pourra guère aller beaucoup plus loin vers la droite et qu'il y a présentement un *modeste* début de questionnement du néo-conservatisme en Grande-Bretagne et au Canada.

La gauche, au Canada et ailleurs dans les pays de l'Ouest, doit maintenant entreprendre la même remise en question de soi et le même effort de reformulation que ceux que les intellectuels de droite ont dû faire, durant les longues décennies keynésiennes qui ont précédé la montée politique du néo-conservatisme dans les années 70.

comme les pensions de vieillesse, l'assurance chômage et l'assurance maladie, avaient résisté beaucoup mieux aux assauts de la droite que les simples programmes d'assistance sociale.

10. Il faudrait cependant nuancer et constater que dans certains domaines, et particulièrement l'environnement, l'opinion publique occidentale est encore prête à donner à l'État un rôle de réglementation considérablement accru.
11. Là encore, il faudrait nuancer : les grandes Églises, y compris l'Église catholique, ont souvent pris, sur les questions sociales comme les dépenses d'aide sociale, la fiscalité et le déficit et les relations Nord-Sud, des positions beaucoup plus progressistes que celles des défenseurs d'un modèle de société réglé par les seules forces du marché.
12. *Putting People First: Towards a Fair, Environmentally Sustainable and Democratic Economy*, rapport adopté par le Congrès fédéral du NPD, juin 1991.



Stéphane Lemire/FTQ

De plus en plus, les centrales syndicales s'intéressent à développer l'emploi, tout autant qu'à protéger ceux qui existent déjà. La gauche doit créer la richesse avant de la distribuer.

Prendre le marché plus au sérieux

Sur le plan économique d'abord, la gauche n'a d'autre choix que de prendre le marché beaucoup plus au sérieux que par le passé. La faillite économique des économies dirigées a mis fin à la croyance en une alternative qui ne soit pas basée sur le marché pour assurer la prospérité et la croissance économiques des sociétés modernes à grande échelle. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il faille se prosterner pour adorer le veau d'or du capital. L'histoire du capitalisme montre non seulement une tendance aux crises économiques périodiques, mais aussi à des formes persistantes d'inégalités et d'injustices qui crient vengeance, aussi bien celles des romans de Dickens que celles des documentaires sur les *favelles* du tiers monde d'aujourd'hui. Sans l'intervention de l'État pour imposer des lois de protection pour les enfants, des règles de sécurité en milieu de travail, un salaire minimum et les autres mesures diverses qui forment le « filet de sécurité sociale », les journaliers, les salariés, les petits fermiers et tant d'autres seront toujours fortement désavantagés dans leurs rapports avec les propriétaires et les gérants du capital.

De plus, certaines des plus grandes réussites du capitalisme de la fin du XXe siècle sont des pays, comme le Japon, la Corée du Sud, Taiwan, l'Allemagne ou la France, où l'on trouve justement des éléments de planification étatique, de propriété publique, et même de participation ouvrière à la gestion industrielle. Il existe plus de formes de capitalisme comportant des entorses aux règles du marché que n'en prévoit la philosophie de Milton Friedman !

Ceci étant dit, nous devons encourager un débat beaucoup plus réaliste, dans les partis comme dans les mouvements de la gauche. Le récent document économique du NPD, *Putting People First*, en est un bon exemple, avec son acceptation franche de l'importance du marché, mais avec un fort accent sur les priorités environnementales et sur le rôle de réglementation compensatoire de l'État¹². Je crois aussi qu'on peut tirer un bien meilleur profit des analyses de type socialiste du marché qu'ont

faites des auteurs comme Robert Dahl et Saul Estrin¹³. La démocratie économique est un concept redoutable à invoquer contre le rôle du grand capital dans les mécanismes du marché, un concept qui suscite plus d'adhésion normative que la notion vieillotte de propriété d'État. La gauche doit développer bien plus ses idées dans ce domaine, non seulement au niveau national, mais aussi au plan des opérations mondiales des transnationales.

Il y a aussi l'environnement, qui, en cette fin du XXe siècle, pose un défi plus considérable au pouvoir sans restriction du capital que ne l'a fait le prolétariat industriel d'antan. Comment intégrer une perspective environnementale à notre stratégie économique de gauche, de manière à réconcilier les besoins

La gauche doit être aussi compétente que la droite, et même davantage, pour forger une vision morale qui considère les êtres humains comme la fin, et non pas comme de simples moyens, avec une vision normative irrésistible de la démocratie et une vision économique qui tienne à la fois compte du marché et d'un rôle défendable et efficace du secteur public.

légitimes des futures générations avec nos propres besoins ? Comment réconcilier les besoins de développement du tiers monde avec les priorités plutôt différentes que nous devons sans doute fixer pour nos pays du centre ? Cela soulève le problème de la taxation et des transferts entre sociétés au niveau planétaire.

Comme toujours, la gauche et la droite sont ici aux antipodes. La gauche doit défendre le besoin d'un certain filet de sécurité minimal, au niveau global, financé en partie par des transferts du Nord vers le Sud. Nous devons aussi relancer toute la question de l'imposition de la richesse et du capital, en y incorporant des incitatifs environnementaux. Les préoccupations économiques et morales se rejoignent ici et la gauche doit faire valoir ses arguments avec autant de précision que possible. Mais elle ne doit pas perdre de vue que l'économie doit être suffisamment productive pour pouvoir alimenter les politiques environnementales et distributives qui seront nécessaires. C'est là la corde raide intellectuelle sur laquelle nous devons apprendre à marcher.

Renouveler la démocratie

Au niveau *politique*, il y a des lacunes importantes dans le fonctionnement de la démocratie que nous connaissons dans les pays occidentaux. Il y a d'abord le problème constant du pouvoir du capital et du contrôle que celui-ci exerce sur les médias et les partis politiques. Sans retourner à la langue de bois marxiste-léniniste qui rejetait la démocratie « bourgeoise » comme une imposture, il serait tout aussi naïf d'ignorer la totale

disproportion du pouvoir qu'ont les grandes corporations, leurs médias et les divers groupes de pression, non seulement en période électorale mais en tout temps. Peut-il y avoir une réelle égalité des droits des citoyens (ce que les Grecs appelaient *isonomia*) et un véritable pluralisme, quand le jeu commence sur un terrain aussi inégal ?

Il y a aussi le sérieux problème de la voix, de la participation du citoyen au-delà de son bulletin de vote, lors des élections. Il ne s'agit pas de discréditer ici les institutions représentatives, qui sont la forme privilégiée dont la démocratie a besoin dans les vastes sociétés organisées en États-nations. Mais il est tout de même bon de se rappeler qu'il y a, même de nos jours, des régimes politiques qui pratiquent des formes de démocratie directe, à côté des formes indirectes que nous connaissons. Je pense à la Suisse, avec ses fréquents référendums et ses initiatives de citoyens, de même qu'à divers États américains, etc. Sur les questions fondamentales de souveraineté ou de changements constitutionnels, il me semble particulièrement nécessaire de laisser le dernier mot au peuple souverain¹⁴.

La question de la voix (*isegoria*, pour les Grecs) ou le droit à la participation égale aux délibérations de l'assemblée, se répercute aussi dans d'autres préoccupations. Elle souligne le rôle vigoureux que divers mouvements sociaux – celui des femmes, de l'environnement et des autochtones, pour ne mentionner que trois des plus importants de la dernière décennie – en sont venus à jouer sur la scène politique. Cela manifeste l'importance renouvelée de la société civile comme contrepoids authentique au pouvoir de l'État, partout où la démocratie doit prendre racine. Et cela montre bien la nécessité, au niveau international, de permettre aux organisations non gouvernementales d'inscrire à l'ordre du jour leurs préoccupations pour les droits humains, pour la protection de l'environnement ou pour les priorités d'investissements des entreprises transnationales ou des agences économiques internationales.

La démocratie, dans son sens étymologique de pouvoir du peuple, et non seulement de son gouvernement, est un sujet que la gauche doit travailler sans relâche. Non pas parce que la démocratie ne peut pas intéresser autant la droite que la gauche, mais parce que cette dernière est en position unique pour insuffler dans le débat ses préoccupations pour l'égalité et la participation que la droite a tendance à négliger.

Retrouver les valeurs de l'égalitarisme

Ce qui m'amène, finalement, à la question de la *vision morale*. Martin Jay signale, dans *Socialisme de fin de siècle*, que la gauche se trouve, à la fin du XXe siècle, dans une

13. Robert Dahl, *A Preface to Economic Democracy*, Berkeley, University of California Press, 1985 ; Julian Le Grand and Saul Estrin, *Market Socialism*, Oxford, Clarendon, 1989.

14. Ce me semble être là une partie importante du malaise post-Meech au Canada, les sondages indiquant clairement la préférence des citoyens pour des mécanismes comme une Assemblée constituante élue ou un référendum décisionnel. Dans ce pays aux traditions élitistes de haut en bas, on a de plus en plus le sentiment que les citoyens ont été tenus à l'écart du processus décisionnel depuis trop longtemps.

impasse aussi sérieuse que celle de la « bourgeoisie », à la fin du XIXe. La vision transformatrice de la gauche semble être un échec : les résultats concrets de la propriété collective des moyens de production et d'une société non motivée par le profit ayant été mortellement sapé par toutes les expériences autoritaristes du communisme que notre siècle a connues. Si à la fin du XIXe siècle, l'avenir semblait se dessiner à gauche, avec son sens de la vertu morale, peut-on encore en dire autant un siècle plus tard¹⁵ ?

Non, en un sens, si on veut dire par là une foi quasi théologique dans les dogmes du socialisme ou du marxisme du type XIXe siècle. Mais il est beaucoup moins clair que l'égalitarisme ait été rejeté comme credo, pour être remplacé par la variante « sauve qui peut » de liberté individuelle que le néo-conservatisme nous a offerte. Je me situe ici clairement avec l'école communautariste, qui priorise les valeurs de la communauté sur l'atomisation, qui croit en la nature éminemment sociale des êtres humains, par opposition à leur seule dimension économique¹⁶. Et je prends le parti du socialisme humaniste d'écrivains comme Erich Fromm, qui cherche à développer une vision du socialisme profondément respectueuse de l'autonomie éthique et morale des êtres humains¹⁷. Mais je tiens à souligner vigoureusement le besoin de renforcer la dimension internationaliste de toute vision socialiste démocratique ou communautaire. Si nous devons poser le principe d'une certaine mesure d'égalité de la richesse (ce que les Grecs nommaient *isomoiria*, partage égal de la terre) nous n'avons d'autre choix, à l'aube du XXIe siècle, que de le faire en termes planétaires.

15. Martin Jay, *Fin-de-siècle Socialism and Other Essays*, London, Rutledge, 1988.
16. Parmi les philosophes communautaristes contemporains, on peut mentionner Charles Taylor, Michael Sandel ou Michael Walzer.
17. Cf. Erich Fromm, ed., *Socialist Humanism: An International Symposium*, New York, Doubleday, 1965.
18. Philip Resnick, « Isonomia, Isegoria, Isomoiria and Democracy at the Global Level », conférence présentée au 15e Congrès mondial de l'Association internationale de sciences politiques, Buenos Aires, juillet 1991.
19. Alec Nove, *The Economics of Feasible Socialism*, London, George Allen and Unwin, 1983.

Quelques leçons

La principale leçon que la gauche doit tirer de l'échec du marxisme-léninisme, c'est la nécessité d'une *pensée équilibrée*. Dans notre approche de la démocratie, par exemple, nous devons tenir compte à la fois d'un engagement en faveur des droits individuels, d'un engagement pour la participation politique et d'un engagement supplémentaire en faveur d'une égalité au sens économique et social. Nous devons, comme je l'ai démontré ailleurs, réconcilier l'*isonomia* dont parlaient les Grecs au sujet des droits des citoyens, avec l'*isegoria* ou le droit à la participation, et l'*isomoiria* ou l'égalité économique¹⁸. Aucune d'entre elles ne suffira à elle seule – qu'il s'agisse de la frauduleuse égalité de condition du marxisme-léninisme dépourvue de toute liberté d'expression ou de débat, ou des libertés individuelles des États démocratiques occidentaux, qui ne sont pas sans mérite, mais qui n'assurent ni la participation suffisante ni l'égalité économique qui pourraient leur donner un véritable contenu.

De même, nous devons éviter tout engouement pour une seule dimension de la condition humaine. L'échec le plus retentissant du marxisme orthodoxe a été sa préoccupation excessive pour le niveau purement économique des relations humaines, la soi-disant base, aux dépens des dimensions morales et politiques. (Le jeune Marx semblait voir cela plus clairement, tout comme Gramsci d'ailleurs). La gauche doit être aussi compétente que la droite, et même davantage, pour forger une *vision morale* qui considère les êtres humains comme la fin, et non pas comme des simples moyens, avec une vision normative irrésistible de la démocratie et une vision économique qui tienne à la fois compte du marché et d'un rôle défendable et efficace du secteur public.

Il y a place, dans cette vision, pour une approche religieuse – pour ceux qui s'y reconnaissent – tout comme pour une approche séculière ; pour une large conception pluraliste de la gauche, qui fait la synthèse de plusieurs courants et qui rejette l'insistance trop familière du passé sur l'orthodoxie et la pensée monolithique ; pour une vision économique pratique, liée à ce que Nove appelait très justement le socialisme *réalisable*¹⁹ – plutôt que la poursuite éternelle d'une sorte de Saint Graal sans classes.

C'est avec une telle vision que nous pourrions préparer le terrain pour un éloignement définitif du néo-conservatisme. ■

EXCURSION AU PAYS DE JÉSUS

Un fascinant voyage au pays de la Bible!

Ce jeu propose aux jeunes de neuf ans et plus un voyage dans l'espace et dans le temps. Tout au long d'un parcours aux multiples surprises, les joueurs seront amenés à visiter des lieux historiques et à répondre à des questions relatives au passage de Jésus en Palestine, il y a 2000 ans.

Ce jeu contient:

- une planche de jeu toute en couleur et des pions
- une brochure de 40 pages pour les consignes et les réponses

PRIX: 15,95 \$ + frais d'envoi + TPS. Commandez à:

SOCABI

Société catholique de la Bible, 7400 boul. Saint-Laurent, Montréal H2R 2Y1 tél.: (514) 274-4381

DE FEMMES ET D'ÉGLISES

Quelques lectures par Gisèle Turcot

tandis que Montréalais et Montréalaises font la fête, participent aux manifestations populaires et redécouvrent les trésors de leurs musées, des grappes de Québécoises se livrent, quant à elles, à des jeux plus austères. « Let's talk », disent les unes, inquiètes des rapports que nous entretenons avec le reste du Canada. Jetons les bases d'un « Québec féminin pluriel », disent les autres, inquiètes, elles aussi, de l'avenir des projets égalitaires hérités des dernières décennies. Par temps d'incertitude économique et politique, ajoutent les féministes chrétiennes, il faut ensemble « oser la liberté », dans un oecuménisme réel qu'elles ont voulu célébrer à l'occasion de la dernière Pentecôte.

Être sujets dans l'histoire

Elles n'ont pas tort, celles qui prennent la parole dans un monde qui se refait. Elles ont appris à leurs dépens qu'après chaque révolution, fût-elle socialiste, les nouveaux maîtres ne retiennent pas les requêtes de celles qui ont favorisé leur accès au pouvoir. Et pourtant, écrit Monique Dumais, « la quête des droits s'appuie d'abord sur l'urgence d'être sujets dans l'histoire, de participer à part entière dans une société¹ ».

D'après cette éthicienne, le triple A de la recherche d'autonomie, d'accomplissement et d'affirmation résume l'histoire d'une conquête, celle des droits des femmes, depuis Mary Wollstonecraft (1759-1797), considérée comme la première féministe britannique, en passant par Olympe de Gouges et les « Cahiers de doléances des femmes » (1792) rédigés dans une France révolutionnaire qui oubliait de les inclure, jusqu'à la revendication actuelle des femmes autochtones, qui veulent conserver une protection équivalente à celle que leur garantit la Charte canadienne des droits.

À certains égards, de telles revendications formulées « au nom des femmes », en temps de restriction économique et de tension politique, peuvent paraître inopportunes, voire égocentriques, étant le fait de groupes de pression. Au contraire, affirme l'historien montréalais Alfred Dubuc, un projet de société doit s'élaborer avec la contribution de tous les groupes, et dans un esprit de négociation. D'ailleurs, qu'aurions-nous à craindre des propositions du mouvement des femmes puisque, selon Monique Dumais, une triple perspective éthique de justice, dignité et responsabilité inspire les femmes qui veulent, encore aujourd'hui, poursuivre les luttes sociales amorcées par leurs devancières, luttes si bien décrites dans *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, du collectif Clio².

Toute incursion des femmes dans les territoires traditionnellement occupés par les hommes peut difficilement apparaître autre chose qu'un acte subversif, car il fait appel à une

« mémoire dangereuse », souvent douloureuse, pratique essentielle aux théologies de la libération. Il est d'ailleurs tout à fait intéressant de constater qu'un même courant de respect des droits et libertés, de courage historique et de solidarité avec les opprimés traverse en ce moment les pratiques de femmes appartenant aux diverses Églises. Par exemple, au Québec, et sans doute ailleurs en Amérique du Nord, on retrouve autant de protestantes que de catholiques engagées dans la lutte à la violence et à l'appauvrissement, dans l'aide à l'intégration des immigrants et des réfugiés. Comme si, ayant connu une longue expérience d'exclus, ces femmes se hâtaient de faire oeuvre d'inclusion sociale et politique.

Quand ces incursions ont lieu sur le terrain du langage, *a fortiori* quand c'est dans l'univers du langage religieux et liturgique, elles mettent en question un univers mental. En dépit de l'interdit et de la tradition, des théologiennes s'appliquent à faire sortir de l'ombre « les figures féminines (de Dieu) tissées à même celles de la paternité³ ». Est-ce pour « remplacer l'image masculine de Dieu, qui a parfois outrageusement régné, par la nouvelle image féminine de Dieu-e accordée à la montée féministe contemporaine, demande Olivette Genest ? Non, mais pour rajuster l'image du Dieu biblique lui-même, si longtemps amputée de sa dimension féminine⁴. »

Dans la sphère qui est la leur, les chrétiennes refusent justement d'occuper une place spéciale ; elles demandent simplement d'être *Partenaires en Église, femmes et hommes à part égale*, selon le titre suggestif de l'ouvrage de la théologienne Yvonne Bergeron⁵. Mais cela suppose qu'ensemble on relise la tradition, qu'on l'interprète avec un nouvel imaginaire et, surtout, qu'on laisse une grande place à l'Esprit, qui souffle où il veut, au-delà de toutes frontières.

Jeux de mémoire, jeux interdits ? Jeux nécessaires, en tout cas, dans un monde que nous sommes appelés à édifier autrement et mieux, si possible, avec toutes les énergies disponibles. Avec les énergies spirituelles dont Vaclav Havel nous dit qu'elles sont plus que jamais essentielles à la pensée et à l'action politiques. ■

1. Monique Dumais, *Les droits des femmes*, Collection Interpellation, Éd. Paulines, Montréal, 1992, 132 pages.
2. Collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, éd. revue et corrigée, Montréal, Le jour éditeur, 646 pages.
3. Olivette Genest, « Langage religieux chrétien et différenciation sexuelle. De quelques évidences », dans « L'autre salut », *Recherches féministes*, 1990, vol. 3 no 2, p. 18.
4. Olivette Genest, « Du Dieu des armées au Dieu en dentelles ? », en guise de préface au livre de Virginia Ramey Wollencott, *Dieu au féminin. Images féminines de Dieu dans la Bible*, Montréal, Éd. Paulines, 1990, 137 pages.
5. Yvonne Bergeron, *Partenaires en Église. Femmes et hommes à part égale*, Montréal, Éd. Paulines, 1991, 121 pages.

Lectures

Mordecai Richler : *Oh Canada! Oh Quebec!* □ José Saramago : *L'année de la mort de Ricardo Reis* □ P. Sylvain et N. Voisine : *Histoire du catholicisme québécois, les XVIIIe et XIXe siècles* □ Marc Maesschalck : *Jalons pour une nouvelle éthique* □ Claude Lacaille et coll. : *C'est pas parce qu'on est petits...* □ Jean Desclos : *Libérer la morale* □ Collectif Krisis : *Chemin faisant... En quête d'Église*

Oh Canada ! Oh Quebec !

mordecai Richler a obtenu une fois de plus un succès de scandale. Beaucoup de réactions, positives et négatives, ayant été publiées, nos lecteurs et lectrices comprendront que notre recension soit brève. Richler est sans doute le plus connu, en milieu francophone, des romanciers et essayistes de langue anglaise ; à ma connaissance, huit de ses livres ont été traduits en français. C'est un bon romancier et je lui dois de bonnes heures de lecture ; Montréal est une ville complexe et bien la connaître comprend la connaissance de *L'apprentissage de Duddy Kravitz*, *Mon père, ce héros* et *Le cavalier de Saint-Urbain*.

Mais Richler a, comme tout le monde, de vilains défauts. En particulier celui d'être un raciste anti-québécois ; ses livres montrent à l'évidence que les

« Pepsi » sont une tribu particulièrement indésirable. Son dernier livre est entièrement consacré à démolir cette tribu, à un moment particulièrement difficile de son histoire. Tout n'est pas faux dans ces 25 chapitres (et un *Postscript*) et un Québécois robuste aura intérêt à traverser cette bastonnade pour mieux connaître quelques bêtises de son histoire et quelques-unes de plus. Par ailleurs, je signale à ces éventuels lecteurs et lectrices trois faiblesses majeures : 1. dans ce livre, tout le mal est d'un côté, aucun de l'autre ; 2. l'auteur seul est subtil, honnête et informé ; personne d'autre ne l'est ; 3. la démolition est complète, mais rien n'est suggéré pour améliorer la situation ni pour reconstruire. Quand une seule de ces trois faiblesses se retrouve dans un manuscrit soumis à *Relations*, nous le refusons. Nous aurions refusé le manuscrit de Richler.

Ce qui est plus regrettable, à mon avis, c'est que plusieurs voix autorisées

du monde juif aient utilisé l'occasion pour accentuer une partie importante du livre de Richler : les accusations d'antisémitisme contre les Québécois. Je pense en particulier à Messieurs Stephen Scheinberg et Ian J. Kagedan, de la Ligue des droits de la personne du B'nai Brith du Canada (*Le Devoir*, 26 octobre 1991, sur l'article du *New Yorker*, une partie du livre), à Michael Crelinsten, directeur général du Congrès juif canadien, région du Québec (*Le Devoir*, 25 mars 1992) et à Me Frank Schlesinger, conseiller juridique honoraire du Congrès juif (*Le Devoir*, 20 mars 1992). Quand on songe à certains propos de Richler, comme par exemple « I'm a Canadian and a Jew, and I write about being both » (*Time*, 31 mai 1971, p. 11 de l'édition canadienne), on ne peut éviter de penser qu'il s'agit là de grosses gaffes. ■

Julien Harvey

L'année de la mort de Ricardo Reis

Un auteur qui est à peine européen. De Lisbonne ou d'ailleurs. Sans identité fixe. Sans âme-qui-vive. Il est « poète ». Du temps que son corps hantait cette terre, il jouait à l'homme fonctionnaire (et quoi de plus gris qu'un petit fonctionnaire dans l'aube sale d'un 2 novembre...).

Du temps qu'il déléguait parmi nous ses apparences, on le prenait pour un rien-du-tout, un de ces non-êtres comme la planète en compte des milliards : « ces gens-là, ça ne mérite pas la lumière électrique, il leur suffit de connaître le chemin qui va de l'assiette à la bouche, et ça, même dans l'obscurité, ils le trouvent. »

Je présente donc : Ricardo Reis, vieux monsieur doté d'une profession respectable, débarquant du Brésil sans trop savoir pourquoi. Ricardo Reis, médecin esseulé, qui rentre au pays après quinze ans d'absence (il dira d'exil) : « spectateur du monde, sage... étranger et indifférent par éducation et par choix, qui tremble, parce qu'un simple nuage est passé... »

Mais vous avez la puce à l'oreille : Reis, ce n'est pas véritablement l'auteur, c'est le héros d'une histoire qui a le culot de nous annoncer, dès le titre, sa propre fin : *L'année de la mort de Ricardo Reis*.

L'auteur : José Saramago. Qui ne figure dans aucun dictionnaire.

Mais vous avez décidé de beaucoup de puces à l'oreille, et comme le présent suspense commence à vous enrager, et que par ailleurs vous voulez confirmer votre flair, vous sautez rapidement deux ou trois paragraphes et vous vous apercevez que l'auteur véritable est —

C'est ça. Vous vous en doutiez. Bravo.

L'auteur : le grand, l'unique, le grandiose petit homme : Fernando Pessoa.

Ricardo Reis, c'est lui.

José Saramago, c'est lui encore.

De même qu'il est aussi Bernardo Soares, Alberto Caiero et Alvaro de Campos, tous pseudonymes de Fernando Pessoa, poète, romancier, « à lui seul toute une littérature ».

Et ce grand, ce beau, ce long roman dont chaque page contient une phrase bien saignante (qui est le contraire de bien pensante) raconte la longue et belle et douce éradication d'un être hors de l'existence.

Comme un homme qui se sortirait de l'eau par la chevelure — ou qui s'y enfoncerait en se tirant par les pieds.

N'attendez pas une histoire. Il n'y en a pas.

Le vieux monsieur indigne loue une chambre d'hôtel, et regarde les gens, la ville, le grand battement d'ailes sauvage et vain qu'on appelle la vie. Il se promène, lit les journaux, parfois dépose un regard tremblant sur l'épaule d'une passante, rentre, et songe.

Dialogue avec soi, avec les morts.

N'attendez rien. Ne prévoyez que des chocs. À chaque page.

Et puis pour les formalistes : un jeu de miroirs éblouissants, où le héros va voir son auteur au cimetière ; où l'auteur mort vient visiter une vieille connaissance, son personnage, où l'un et l'autre parlent des poèmes de X, toujours le même...

Pessoa : Borgès II.

De ces auteurs qui à eux seuls fondent, et refondent sans cesser la modernité — non pas celle des polémistes et des théoriciens, mais celle des créateurs qui donnent au mot « toujours » le seul sens qui importe : hier, puis demain, puis aujourd'hui, et à nouveau la veille, et déjà la nuit...

« Enfants de brume », « strates de sens », « la mort substantive » : je nous laisse avec ces trois flashes comme autant de flèches que je souhaite vénérées...

« La langue choisit probablement les écrivains qui lui sont nécessaires... » ■

Richard Dubois

Histoire du catholicisme québécois

Cela se passait presque avant-hier. En tous cas, à portée de mémoire, pour peu qu'on ait connu ses grands-parents. Voici l'histoire du catholicisme québécois, entre 1840 et 1898, telle que racontée et finement analysée par Philippe Sylvain et Nive Voisine.

Papineau et ses partisans, ainsi que Mgr Lartigue, premier évêque de Montréal, viennent de quitter la scène. Arrivent en force l'inépuisable Mgr Bourget, champion de l'ultramontanisme et évêque de Montréal pendant près de 40 ans, Mgr Charles de Forbin-Janson, dont la brève tournée de prédication est comme une comète de feu dans le ciel québécois, et une légion de communautés religieuses — soit importées de France, soit créées localement — qui, en général, abondent dans le sens de Mgr Bourget et de ses émules, tant pour imposer leur vision romaine du catholicisme, que pour pourfendre le spectre du « libéralisme » et ses « brouillards malsains » de modernisme...

C'est la période où s'instaure au Québec un véritable régime de chrétienté, avec mainmise de plus en plus solide du clergé sur la société : « Le paroissien obéit au Prêtre, le Prêtre obéit à l'Évêque, et l'Évêque obéit au Pape ; en suivant cet ordre on a le bonheur ici-bas et l'on marche vers le bonheur éternel » (dixit Mgr Lafleche, parfois littéralement plus catholique que le pape). C'est l'époque de la fondation de l'Université Laval et des tentatives des ultramontains de Montréal pour ériger dans leur propre ville une université qui soit plus catholique et plus romaine. C'est la bataille à finir entre l'Église de Montréal et l'Institut canadien. C'est le début de la colonisation, pour contrer l'émigration vers les États-Unis...

On apprendra aussi des choses amusantes, par exemple la méprise sur le pape Pie IX, perçu un moment comme le champion de la révolution et des idées nouvelles, lui qui fut l'auteur du fameux *Syllabus* de toutes les erreurs modernes ; l'arrivée très remarquée au palmarès des saints de Philomène, dont on raya pourtant l'existence un siècle plus tard ; la croisade contre l'utilisation des classiques païens dans l'enseignement ; les luttes parfois sournoises entre les factions ultramontaines et les catholiques modérés ; la brève épopée des zouaves, la rocambolesque affaire Guibord...

Et on comprendra comment s'est instauré et consolidé ce qui a fait pendant longtemps du Québec une société distincte : une société typiquement religieuse, dont l'Église catholique avait défini entièrement l'idéologie.

Un livre captivant, sur une période clé de notre histoire ! ■

Fernand Jutras

Jalons pour une nouvelle éthique

marc Maesschalck a été stagiaire au Centre justice et foi et membre de l'équipe de rédaction de *Relations*. Et le point de départ de son livre est la pensée d'un autre de nos collègues, Karl Lévêque, décédé en 1986. Tout ceci nous invite à présenter sa recherche, même si elle parle une langue professionnelle plutôt difficile pour ceux et celles de nos lecteurs qui ne sont pas philosophes.

L'ouvrage cherche à répondre aux questions difficiles que pose l'action so-

ciale, en contexte de libération, à l'éthique sociale telle que nous la connaissons. Prolongeant la pensée de Karl Lévéque dans des perspectives ouvertes par plusieurs penseurs modernes (Wittgenstein, Merleau-Ponty, Heidegger, etc.), l'auteur précise ce qu'est la pensée accompagnant l'action (la praxis), montre comment une pensée engagée peut être à la fois partisane et éthiquement droite, quel rôle joue la lutte sociale dans la créativité, comment la mémoire et la tradition peuvent guider la recherche dans l'action, quelle influence a la culture sur l'éthique sociale.

Depuis Marx et Marcuse, plusieurs philosophes nous ont montré les forces et les limites d'une pensée qui contemple le monde, et les ressources d'une pensée qui s'engage dans l'histoire pour changer le monde, en particulier par la libération des pauvres. L'ouvrage de Maeschalck s'inscrit dans cette recherche par des voies neuves. En particulier, en montrant comment s'acquiert une distance entre l'action et des points de repère qui permettent une critique des moyens, il contribue à établir une base philosophique de la théologie de la libération.

C'est une réflexion qui fait honneur à notre regretté collègue Karl Lévéque et à son engagement fondamental dans la libération d'Haïti, où il se préparait à retourner au moment de sa mort. Elle rendra service à ceux et celles qui continuent son effort. ■

Julien Harvey

C'est pas parce qu'on est petits...

Fruit d'une expérience avec des étudiants et des étudiants de niveau secondaire et collégial, le livre *C'est pas parce qu'on est petits...* veut faciliter le lien entre les textes bibliques et les jeunes. Tenant compte de quatre préoccupations majeures qui touchent les jeunes et s'inspirant de la démarche « voir-juger-agir », ce livre présente les réflexions des jeunes et des animateurs de groupes en dialogue avec des jeunes dont nous parle la Bible : le petit Moïse, une adolescente sacrifiée par son père Jephthé, Marie et Joseph, ce jeune couple de Nazareth et les fils et filles de Noé. Qu'est-ce que ces jeunes personnages bibliques ont en commun avec les jeunes d'aujourd'hui ? Les problématiques communes : l'avenir, la violence, les relations gars-filles et l'environnement.

La lecture, la relecture et l'appropriation des récits bibliques stimulent la recherche et la prise de parole pour alimenter l'engagement et la transformation des milieux. De même, le vécu des jeunes trouve un éclairage nouveau avec les récits bibliques. Ainsi les jeunes qui pourront bénéficier le plus de cette lecture de la Bible seront comme les fils et filles de Noé en train de reconstruire discrètement, par des prises de consciences et des engagements, la société nouvelle. Cela suppose que le groupe de jeunes fait déjà mémoire de ses propres questions et des événements qui les touchent de près. Condition essentielle pour un rapprochement « intelligent » avec les récits bibliques.

L'auteur, Claude Lacaille, n'a pas la prétention d'épuiser le sens des textes bibliques retenus. Il ne s'agit pas de tirer de ces textes de grandes réflexions théologiques ou un bel enseignement religieux, mais de situer les jeunes, dans leur rapport avec la Bible, au niveau du sens de la vie et de leurs engagements.

Dans cette présentation de méthodes d'animation et de témoignages, se dégage la richesse de l'approche des textes bibliques. Ceux-ci ne veulent pas élaborer une doctrine moralisante, comme si chaque ligne de la Bible fournissait des exemples à suivre ou des modèles de croyants, mais nous faire digérer d'une manière intelligente quelques récits fondateurs de la tradition judéo-chrétienne, récits issus d'un peuple qui cherche le visage de Dieu et des orientations profondes pour sa vie. La puissance des récits bibliques trouve un écho heureux. Rien de mieux que les récits pour faire éclater la parole dans tous les sens... et dans le sens d'une parole prophétique. Ce qui laisse place à une critique saine. Ainsi, le chapitre sur la violence faite aux jeunes nous fait réaliser les préjugés dont étaient victimes les jeunes à travers l'histoire du peuple d'Israël et celle des nations environnantes. Nous savons que le comportement de Jésus contestait de tels préjugés. Le récit du sacrifice d'Isaac dans Gn 21-22 (en fait, il n'y en a jamais eu de sacrifice !) révèle le Dieu d'Abraham comme s'opposant aux sacrifices humains.

Si ce livre peut donner des outils pratiques aux animateurs bibliques pour les jeunes, même pour les adultes, il donnera aussi le goût de lire d'une manière renouvelée de vieux textes qui trouveront écho dans la vie quotidienne.

La seule réserve, au point de vue biblique, se trouve à la page 53 du livre où Joseph, le charpentier, écrit aux jeunes d'aujourd'hui son expérience avec Marie et affirme que Marie a dû partir chez sa cousine Élisabeth dans le but de cacher sa grossesse mystérieuse ! Cette der-

nière affirmation est étrangère à la pensée de l'évangéliste Luc.

Souhaitons une suite à ce livre, avec d'autres jeunes personnages de la Bible : Gédéon, David, Suzanne et Daniel, Joseph, fils de Jacob... ■

Renaude Grégoire

Libérer la morale...

C'est dans le Christ que la morale prend son sens : tel est le message de Vatican II, repris par Jean Desclos, professeur d'éthique. À partir de cette donnée première, la recherche de l'auteur s'oriente vers la dimension filiale de la morale conciliaire. Il s'en dégage une thématique respectueuse à la fois du caractère doctrinal et pastoral du Concile : conception anthropocentrique du monde, grâce à l'Homme-Dieu et à l'homme fils de Dieu ; filialité et filiation données à l'homme par la création et la rédemption, la tâche chrétienne consistant à ramener au Christ le Cosmos en son entier. Cette christologie conciliaire peut se réclamer du message paulinien, repris dans la Constitution *Lumen Gentium* : « par la révélation de la filiation, (Jésus) parvient à comprendre la profondeur divine de son être-homme » (116).

Il en découle une morale dialogale et « de service », dont les objectifs rejoignent ceux du Concile ; une morale « prenant ses distances par rapport au droit canonique et une casuistique qui chercheraient... à réglementer à l'avance toutes les situations possibles ». Dès lors, Vatican II a pu reconnaître davantage la dignité foncière du monde, de l'homme et finalement du chrétien au moyen d'une réflexion équilibrée, à la fois christocentrique et anthropocentrique « fondant une morale d'imitation ou de l'appel à vivre la filialité dès l'origine » (131).

Ainsi peut-on déjà redessiner les traits majeurs du nouveau visage de l'Église : réconciliation et recentration dans le Christ. L'auteur admet que cet équilibre entre les deux éléments de la réflexion ne sera pas toujours respecté par des théologiens de la morale ; certains réagiront cependant en soulignant le fait que la vie nouvelle « est essentiellement une manière... plus divinisée de vivre la vie d'homme... » (J.-M. Aubert).

Une difficulté permanente consistera à « mettre en lien le projet éthique de l'homme et le projet de salut en Jésus-Christ » (154). Il ne suffira pas de dire avec C.A. Bernard que la vie morale con-

siste à vivre pleinement « l'exigence du don de l'adoption » (205), ni même qu'elle est « soutenue par l'Esprit du Fils qui forme une conscience filiale capable de discerner la volonté du Père » (225). Ces données, assurément primordiales, s'appliquent à l'ensemble de la réalité chrétienne et non pas seulement à la vie morale. « Projet de sainteté à réaliser au cœur du monde », dira finalement l'auteur ; projet qui nous identifie au Fils de Dieu et nous rend solidaires du Corps du Christ et de son élan vers le Père ». À cela nul ne trouvera à redire...

Morale libérée ? Soit, dans la mesure de la réception de Vatican II et de sa compréhension par le monde chrétien – ce qui ne veut pas dire retour à une « grande tradition », inexistante en fait, de théologie morale. Et s'il y avait lieu de parler ici de tradition, disons au moins que le Concile a remis en honneur l'un de ses éléments fondamentaux : la responsabilité des fidèles dans la construction de la science morale à élaborer en Église. ■

Jean-Marc Dufort

Chemin faisant... En quête d'Église

Poursuivant la démarche entreprise en 1985, avec *Des ministères nouveaux ?*, ce collectif de théologiens et de théologiennes du Québec nous propose de regarder comment on peut passer « d'un modèle d'Église cléricale et pyramidal à un modèle d'Église plus communautaire, sacrement du salut dans le monde ».

Et pour être sûrs de coller à la réalité, les auteurs (Lise Baroni, Yvonne Bergeron, Thérèse Bouchard, Simon Dufour, Jean-Marc Gauthier, André Myre, Rémi Parent et Gilles Raymond) ont choisi la technique des « récits de vie », partant de leurs propres expériences pour identifier comment et pourquoi s'est réalisé ce passage d'une Église à l'autre. Témoignages donc, au ras du vécu, mais qu'une relecture cherche à rendre signifiants. Et qui annonce déjà un prochain ouvrage où l'on approfondira, à partir des présents récits, le processus de transformation de l'Église, condition pour qu'elle devienne cette Église-communion annoncée comme Bonne Nouvelle par Vatican II.

Un effort stimulant de théologie appliquée, non seulement pour comprendre mais surtout pour faire ensemble Église. ■

Dominique Boisvert

Livres reçus

Parmi les livres reçus ces derniers mois, *Relations* vous signale les ouvrages suivants :

– Yves Navarre, *La vie dans l'âme. Carnets*, Montréal, VLB éditeur, 1992 ; 264 p.

– Joseph Bonenfant, *Passions du poétique. Essais*, Montréal, Éd. L'Hexagone, 1992 ; 234 p.

– Claude-V. Marsolais, *Le référendum confisqué. Histoire du référendum québécois du 20 mai 1980*, Montréal, VLB éditeur, 1992 ; 268 p.

– Janelle Holmes et Éliane Leslau Silverman, *J'ai des choses à dire... Écoutez-moi ! Sondage auprès des adolescentes du Canada*, Ottawa, Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, 1992 ; 115 p.

– Jeanne Bourin, *Les Compagnons d'éternité*, Paris/Montréal, Éd. François Bourin/Lacombe, 1992 ; 361 p.

– Jean Comby, *Deux mille ans d'évangélisation. Histoire de l'expansion chrétienne*, Paris, Éd. Desclée, 1992 ; 327 p.

– Serge Cantin, *Le philosophe et le déni du politique. Marx, Henry, Platon, Ste-Foy*, Presses de l'Université Laval, 1992 ; 301 p.

– Robert Kasparian et André Beaudoin, *La population déplacée au Liban : 1975-1987*, Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 1991 ; 121 p.

– Collectif, *Le Testament des gens d'ici. L'Année des choses nouvelles I*, Québec, Office de pastorale sociale du diocèse de Québec et Carrefour de pastorale en monde ouvrier, 1992 ; 174 p.

– Collectif (sous la direction de Koula Mellos), *Rationalité, communication, modernité. Agir communicationnel et philosophie politique chez Habermas*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1991 ; 125 p.

– Solange Chaput-Rolland et Brenda Robertson, *Chère Sénateur*, Montréal, Éd. Libre Expression, 1992 ; 136 p.

– Claude Prudhomme, *Histoire des chrétiens*, Paris/Montréal, Éd. Centurion/Paulines, 1992 ; 167 p.

– Rémi Parent, *Prêtres et évêques. Le service de la présidence ecclésiale*, Montréal/Paris, Éd. Paulines/Cerf, 1992 ; 316 p.

– André Couture, *La réincarnation. Théorie, science ou croyance ?*, Montréal, Éd. Paulines, 1992 ; 375 p. ■

références

Mordecai Richler, *Oh Canada! Oh Quebec! Requiem for a Divided Country*, New York, Viking (Penguin Group), 1992 ; 277 p.

José Saramago, *L'année de la mort de Ricardo Reis*, Paris, Éd. du Seuil, 1988 ; 411 p.

Philippe Sylvain et Nive Voisine, *Histoire du catholicisme québécois. Les XVIIIe et XIXe siècles, volume II, tome II : Réveil et consolidation (1840-1898)*, Montréal, Éd. Boréal, 1991 ; 510 p.

Marc Maesschalck, *Jalons pour une nouvelle éthique. Philosophie de la libération et éthique sociale*, Louvain-la-Neuve, Éd. de l'Institut supérieur de philosophie, 1991 ; 339 p.

Claude Lacaille et coll., *C'est pas parce qu'on est petits... Les jeunes et la Bible*, Montréal, Éd. Paulines, 1991.

Jean Desclos, *Libérer la morale. Christocentrisme et dynamique filiale de la morale chrétienne à l'époque de Vatican II*, Montréal/Paris, Éd. Paulines/Médiaspaul, 1991 ; 261 p.

Collectif Krisis, *Chemin faisant... En quête d'Église*, Montréal, Éd. Paulines et Médiaspaul, 1991 ; 221 p.

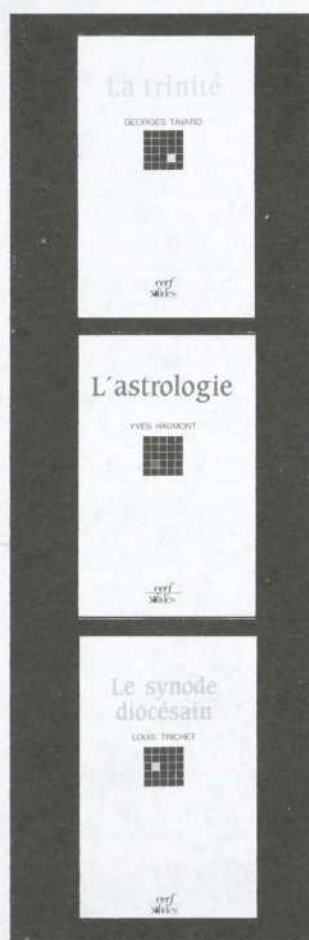
COLLECTION
BREF

LA PETITE ENCYCLOPÉDIE DES RELIGIONS ET DES CROYANCES

De petits livres accessibles et complets sur des sujets variés: histoire religieuse, art religieux, nouvelles religions, ésotérisme, religions orientales, spiritualité ...

Écrits par des spécialistes, ces livres sont conçus pour répondre avec sérieux à un besoin de notre temps: découvrir rapidement un sujet en toute liberté d'esprit.

La collection Bref, qui compte maintenant 42 titres, est dirigée en France par François-Dominique Boespflug et au Québec par Lorraine Caza.



- | | | |
|--|---|---|
| 1. L'HISTOIRE DES ÉVANGILES
Michel Quesnel | 16. LE DROIT CANONIQUE
Jean Gaudemet | 31. L'AFFAIRE RUSHDIE
Raphaël Aubert |
| 2. L'INQUISITION
Jean-Pierre Dedieu | 17. L'AFFAIRE LEFEBVRE
Luc Perrin | 32. LE TAO
Jean-Christophe Demariaux |
| 3. L'ICÔNE (vol. double)
Michel Quenot | 18. LE VÉGÉTARISME
Laurence Ossipow | 33. LES CHAMANES
Danièle Vazeilles |
| 4. LES SECTES
Jean-François Mayer | 19. LES MORMONS
Davis Bitton | 34. LE SACRÉ
Robert Tessier |
| 5. LE RÉVEIL DE L'ISLAM
Roger Du Pasquier | 20. LE YI JING
Cyrille Javary | 35. LES ÉGLISES PARALLÈLES
Bernard Vignot |
| 6. LES GOUROUS
Reinhart Hummel | 21. LE CONCILE VATICAN II
Joseph Thomas | 36. LES CHARISMATIQUES
Monique Hébrard |
| 7. LES EXTRATERRESTRES
Jean-Bruno Renard | 22. LE DIEU DES PHILOSOPHES
Pierre-Yves Bourdil | 37. LES GNOSTIQUES
Madeleine Scopello |
| 8. LA DÉCOUVERTE
DE L'UNIVERS
Jules Carles | 23. LE DIEU DE LA FOI
CHRÉTIENNE
Jean-Pierre Jossua | 38. LA MORALE CATHOLIQUE
Servais Th. Pinckaers |
| 9. LES ANGES
Philippe Faure | 24. LE VITRAIL (vol. double)
Catherine Brisac | 39. LE CARNAVAL
Michel Feuillet |
| 10. L'AFFAIRE GALILÉE
Jean-Pierre Longchamp | 25. LES TÉMOINS DE JÉHOVAH
Massimo Introvigne | 40. LA TRINITÉ
Georges Tavard |
| 11. RELIGIONS DE GUÉRISON
Régis Dericquebourg | 26. LA FRANC-MAÇONNERIE
Luc Nefontaine | 41. L'ASTROLOGIE
Yves Haumont |
| 12. TANTRA
Anand Nayak | 27. LA MYSTIQUE
Joseph Beaudé | 42. LE SYNODE DIOCÉSAIN
Louis Trichet |
| 13. LE SPIRITISME
Régis Ladous | 28. LA SHOAH
Asher Cohen | |
| 14. LA BIOÉTHIQUE
Guy Durand | 29. LES QUAKERS
Edouard Dommen | |
| 15. LA CONTRE-RÉFORME
N.S. Davidson | 30. LA PRIÈRE DU COEUR
Henri-Pierre Rinckel | |

Volumes de 128 pages, 9,95\$
Volumes doubles, 16,95\$

En vente dans toutes
les bonnes librairies

UNE COÉDITION CERF/FIDES

relations

juillet-août 1992 3,25\$ no 582

SOMMAIRE

face à l'actualité 163

Le meilleur est à venir (J.G.) – L'enseignement social de l'Église (W.F.R.) – Les frontières (D.B.) – La difficile unité (G.B.) – Le Pérou : du devoir d'ingérence humanitaire (F.F.) – La mort « revisitée » (J.-M.D.)

dossier 169

Dans un monde qui se refait...

Francine Tardif	Humaniser le monde	170
Marc Maesschalck	Le rêve éveillé	171
Jean-Claude Ravet	Vers une éthique de la non-violence	174
Francine Tardif	Environnement : les pièges du discours	176

en bref 168

articles 179

Richard Dubois	Petit Peuple et Petit Vigile, une fable...	179
Philip Resnick	Un nouvel agenda pour la gauche	181
Gisèle Turcot	De femmes et d'Églises	186

lectures 187

Page couverture : Logo du Sommet Planète Terre 92 (Rio de Janeiro, Brésil, 3-14 juin)

RELATIONS ET L'ENVIRONNEMENT

La conférence des Nations unies, à Rio de Janeiro, remet au premier plan les enjeux de l'environnement.

Relisez les articles publiés par Relations, sur ce sujet, depuis cinq ans. Liste disponible, gratuitement.

Téléphonez ou écrivez à Mme Pauline Roy-Servant
25 ouest, rue Jarry, Montréal H2P 1S6. Tél.: (514) 387-2541